

La présente circulaire abroge :

les articles des instructions spéciales :

1 à 26, 58 à 74, 86 à 96.

90 circulaires du Conseil Monétaire :


n°s 13 - 21 - 23 - 25 - 29 - 33 - 35 - 36 - 39 - 40 - 41 - 44 - 47 - 48 -
49 - 51 - 54 - 55 - 56 - 58 - 59 - 61 - 62 - 63 - 64 - 65 - 69 - 70 -
72 - 73 - 76 - 77 - 78 - 82 - 83 - 85 - 90 - 91 - 92 - 93 - 95 - 96 -
97 - 98 - 102 - 103 - 106 - 107 - 109 - 110 - 111 - 112 - 115 - 119 -
120 - 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 130 - 131 -
135 - 136 - 137 - 138 - 140 - 141 - 143 - 144 - 145 - 151 - 153 -
157 - 160 - 161 - 163 - 164 - 165 - 167 - 169 - 171 - 174 - 176 -
180 - 183 et 185.


38 circulaires de l'Office des Licences :

n°s 1 - 2 - 3 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 13 - 14 - 15 - 17 - 18 - 19 -
20 - 21 - 24 - 25 - 26 - 27 - 29 - 30 - 31 - 32 - 33 - 34 - 38 - 40 -
42 - 43 - 44 - 45 - 46 - 47 - 48 et 49.

ainsi que toutes les instructions écrites qui ont trait à ces circulaires
et à ces instructions.

BANQUE NATIONALE DU CONGO


A. J. ROUX
Directeur Général


A. NDELE
Gouverneur

5

TABLEAU DES INDICATIFS DES BANQUES

SIEGES	B.N.C.	B.C.	B.B.A.	S.C.B.	CR.C.	C.C.A.	B.P.P.B.
Léopoldville	1001	1101	2201	3301	6601	7701	8801
Boma		1102	2202				
Kikwit		1103					
Matadi		1104					
Stanleyville	1050	1150	2250	3350	6650		
Aketi			2251				
Bunia		1152					
Buta		1153					
Paulis		1154	2254				
Bukavu	1070	1170	2270				
Butembo		1171					
Goma		1172	2272				
Kindu		1173					
Coquilhatville	1080	1180					
Bumba		1182					
Gemena		1183					
Luluabourg	1000	1190					
Bakwanga		1160		3360			
Elisabethville	1030	1130	2230	3330	6630		
Albertville		1131					
Jadotville		1132		3332			
Kamina		1133					
Kolwezi		1134					

58

ABREVIATION ET NUMEROS CODE
DES DEVISES

	<u>abréviation</u>	<u>numéro code</u>
Couronne danoise	D. Kr.	04
Couronne norvégienne	N. Kr.	05
Couronne suédoise	S. Kr.	06
Deutsche Mark	D. M.	01
Dollar Canadien	\$ C.	71
Dollar U.S.A.	\$ U.S.A.	70
Escudo angolais	Esc. Ang.	56
Escudo portugais	Esc. M.	55
F lorin Pays-Bas	Fls. P.B.	50
Franc belge	F. B.	98
Franc C.F.A.	F. CFA	11
Franc français	F. F.	10
Franc suisse	F. S.	03
Lire italienne	Lit.	02
Livre rhodésienne	£ Rhod.	22
Livre G.B.	£ Ster.	20
Rand Sud-Africain	£ S.A.	21
Schilling autrichien	Sch. A.	07
Shilling Est Africain	Sh. E.A.	23

58

REGIME D'IMPORTATION

- Régime S 1 : Importations nécessaires à l'approvisionnement des entreprises industrielles ou agricoles produisant essentiellement pour l'exportation.
- Régime S 2 : Importations nécessaires à l'approvisionnement des entreprises industrielles ou agricoles produisant pour le marché local, et incorporant dans leur prix de revient au moins 50% de valeur ajoutée en matières et services d'origine congolaise.
- Régime S 3 : Importations nécessaires à l'approvisionnement des entreprises industrielles ou agricoles produisant pour le marché local et incorporant dans leur prix de revient moins de 50% de valeur ajoutée en matières et services d'origine congolaise.
- Régime S 4 : Importations effectuées par les importateurs spécialisés pour couvrir les besoins normaux en matières premières et accessoires des entreprises mentionnées dans les régimes S1, S2 et S3.
- Régime S 5 : Importations de carburants et lubrifiants.
- Régime S 6 : Importations de produits pharmaceutiques.
- Régime S 7 : Importations de pièces de rechange par les importateurs spécialisés.
- Régime S 8 : Importations de biens d'équipement.
- Régime S 9 : Importations de produits alimentaires mentionnés sur la liste n° 1 de l'Office d'Approvisionnement.
- Régime S 10 : Importations des articles dits " de traite " mentionnés sur la liste n° 2 de l'Office d'Approvisionnement.
- Régime S 11 : Importations dites " divers " mentionnées sur la liste n° 3 de l'Office d'Approvisionnement.
- Régime S 12 : Importations effectuées par les entreprises de transport public et par les institutions parastatales et les administrations.

./...

5/8

SIGNATURES AUTORISEES DE LA BANQUE NATIONALE,
OFFICE DES LICENCES

Les personnes habilitées à valider les licences sont :

- pour les modèles "E", "ET" et "T"

Monsieur DECORTE Léon

Monsieur MALANDA Samuel

- pour les modèles "I", "F" et "G"

Monsieur DECORTE Léon

Monsieur MALANDA Samuel

Monsieur MAVAMBU Georges

Monsieur MAVUNGU Léandre

- pour les modèles "D"

Monsieur DECORTE Léon

Les personnes habilitées à proroger les licences sont :

Monsieur DECORTE Léon

Monsieur MBAY André

Monsieur NDAYA Ambroise

Monsieur TSHIEINDA Bonaventure

58

AIDE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Signatures des experts de la Société SOCONOMAR

L'Expert Soconomar

G. VALSANIA

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'G. Valsania', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the left.

L'Expert Soconomar

J.C. DURANDARD

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J.C. Durandard', written in a cursive style with a large, looping 'J' and a long horizontal stroke.

LISTE DES MARCHANDISES INTERDITES A L'IMPORTATION PAR L'OFFICE
D'APPROVISIONNEMENT DU MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Boissons alcooliques à base d'absinthe,

Appareils à sous,

Armes et munitions de chasse, sauf dérogation spéciale,

Fusils mitrailleurs - pistolets mitrailleurs - mitraillettes ,

Armes utilisant ou pouvant utiliser les munitions suivantes :

- a) pour les pistolets : les cartouches avec douilles à gorge des calibres 7,65 m/m et 9 m/m longueur
- b) pour les revolvers : les cartouches avec douille à bourrelet du calibre 9,65
- c) pour fusils et carabines : les cartouches avec douille à bourrelet du calibre 7,69 - les cartouches avec douille à gorge des calibres 7,62 m/m (cartouches de 85 m/m de longueur) 7,63 m/m - 7,65 m/m - 7,92 m/m - 12,70 m/m - 13,97 m/m et 15 m/m ,

les cannes épées et cannes fusils,

les casse-têtes,

les fusils pliants d'un calibre supérieur à 6 m/m ,

les fusils dont le canon ou la crosse se démonte en plusieurs tronçons,

les armes à feu silencieuses ,

toutes armes offensives et secrètes ,

les armes à effets toxiques ,

Sont assimilés aux armes prohibées tous les engins qui, adaptés à une quelconque la font rentrer dans une des catégories ci-dessus,

Les pistolets dits de défense projetant un liquide provoquant une cécité momentanée,

Chansons, pamphlets, écrits, figures, images, emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs,

Narcotiques, sauf pour usage médical, et ce par dérogation spéciale.

LISTE DES MARCHANDISES INTERDITES A L'IMPORTATION PAR L'OFFICE
D'APPROVISIONNEMENT DU MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Boissons alcooliques à base d'absinthe,

Appareils à sous,

Armes et munitions de chasse, sauf dérogation spéciale,

Fusils mitrailleurs - pistolets mitrailleurs - mitraillettes ,

Armes utilisant ou pouvant utiliser les munitions suivantes :

- a) pour les pistolets : les cartouches avec douilles à gorge des calibres
7,65 m/m et 9 m/m longueur
- b) pour les revolvers : les cartouches avec douille à bourrelet du calibre 9,65
- c) pour fusils et carabines : les cartouches avec douille à bourrelet du calibre
7,69 - les cartouches avec douille à gorge des
calibres 7,62 m/m (cartouches de 85 m/m de lon-
gueur) 7,63 m/m - 7,65 m/m - 7,92 m/m -
12,70 m/m - 13,97 m/m et 15 m/m ,

les cannes épées et cannes fusils,

les casse-têtes,

les fusils pliants d'un calibre supérieur à 6 m/m ,

les fusils dont le canon ou la crosse se démonte en plusieurs tronçons,

les armes à feu silencieuses ,

toutes armes offensives et secrètes ,

les armes à effets toxiques ,

Sont assimilés aux armes prohibées tous les engins qui, adaptés à une quelcon-
que la font rentrer dans une des catégories ci-dessus,

Les pistolets dits de défense projetant un liquide provoquant une cécité momen-
tanée,

Chansons, pamphlets, écrits, figures, images, emblèmes ou objets contraires
aux bonnes moeurs,

Narcotiques, sauf pour usage médical, et ce par dérogation spéciale.

./...

51

ADRESSES

AGETRAF : Avenue du Plateau, B.P. 8834, Léopoldville 1.
ALLTRANSPORT INC. : 17 Battery Place, New-York 4, U.S.A.,
AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :
B.P. 8400, Léopoldville.
AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE : B.P. 8049, Léopoldville.
AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE : B.P. 697, Léopoldville.
Attaché Agricole de l'Ambassade des Etats-Unis : B.P. 8599, Léopoldville.
"Controller U.S.A.I.D." : Ambassade américaine, B.P. 8599, Léopoldville.
GERMANISCHER LLOYD : Neuer Wall, 86 - 2000 Hambourg 36, République
Fédérale d'Allemagne.
SOCONOMAR : B.P. 1767, Léopoldville.
Mission "CONTROLE DE LA C.E.E." : B.P. 3047, Léopoldville-Kalina
MARTIN'S BANK : Chief Overseas Branch, 80 Gracechurch St, London E.C3,
Grande-Bretagne.
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL :
B.P. 3119, Léopoldville-Kalina.
"OFFICE OF SMALL BUSINESS" ("O.S.B.") : Agency for International
Development (A.I.D.), Washington 25 D.C., U.S.A.
SOCIETE CONGOLAISE DE SURVEILLANCE : B.P. 1097, Léopoldville.
"SUPPLY ADVISOR" : B.P. 8599, Léopoldville.

./...

5/11

ADRESSES

AGETRAF : Avenue du Plateau, B.P. 8834, Léopoldville 1.
ALLTRANSPORT INC. : 17 Battery Place, New-York 4, U.S.A..
AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE :
B.P. 8400, Léopoldville.
AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE : B.P. 8049, Léopoldville.
AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE : B.P. 697, Léopoldville.
Attaché Agricole de l'Ambassade des Etats-Unis : B.P. 8599, Léopoldville.
"Controller U.S.A.I.D." : Ambassade américaine, B.P. 8599, Léopoldville.
GERMANISCHER LLOYD : Neuer Wall, 86 - 2000 Hambourg 36, République
Fédérale d'Allemagne.
SOCONOMAR : B.P. 1767, Léopoldville.
Mission "CONTROLE DE LA C.E.E." : B.P. 3047, Léopoldville-Kalina
MARTIN'S BANK : Chief Overseas Branch, 80 Gracechurch St, London E.C3,
Grande-Bretagne.
MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL :
B.P. 3119, Léopoldville-Kalina.
"OFFICE OF SMALL BUSINESS" ("O.S.B.") : Agency for International
Development (A.I.D.), Washington 25 D.C., U.S.A.
SOCIETE CONGOLAISE DE SURVEILLANCE : B.P. 1097, Léopoldville.
"SUPPLY ADVISOR" : B.P. 8599, Léopoldville.

./...

5/1

CONSEIL MONETAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
INSTITUT D'EMISSION
DEPARTEMENT ETRANGER

30-01 Amex

Registrier

Léopoldville, le 5 juin 1964

Circulaire n° 184

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A l'Office des Licences,
 - Aux Offices Provinciaux
des licences,
 - A la Douane.
-

Le Conseil Monétaire en accord avec le Ministre de l'Economie Nationale a décidé de fixer à 6 mois à partir de leur date d'émission le délai d'utilisation des lettres de quota pour les importations de biens d'investissement en régime S. 8.

Toutes les lettres de quota émises en 1963 et pour le 1er quadrimestre 1964 seront utilisables jusqu'au 30 septembre 1964.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission
Département Etranger -

A. Ndele
A. NDELE
Membre de droit
Gouverneur
de la Banque Nationale du Congo

A. J. Roux
A. J. ROUX
Président-Gérant

CONSEIL MONETAIRE
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
INSTITUT D'EMISSION
DEPARTEMENT ETRANGER
=====

Léopoldville, le 12 juin 1964

Circulaire n° 185

- Aux Banques agréées,
 - Aux Importateurs,
 - A l'U.S.A.I.D.,
 - A la Douane,
 - A la Société Congolaise
de Surveillance.
-

AIDE AMERICAINE - TITRE I

A.- DOMAINE D'APPLICATION

B.- PROCEDURE

1.- REPARTITION DE L'AIDE, CONCLUSION DU CONTRAT
D'ACHAT ET AUTRE FORMALITE

2.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction des modèles "I" et "F" auprès de la banque
désignée.

B) Autres documents à transmettre à la banque désignée.

3.- VALIDATION DES MODELES "I" et "F"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I" et "F"

B) Contrôle préliminaire

C) Etablissement d'un registre des licences

D) Formalités de validation

E) Effets de la validation

F) Destination des volets

G) Durée de validité

H) Prorogation

4.- PAIEMENT

A) Modalités

1) Paiement de la marchandise

a) Ouverture d'un crédit irrévocable

b) Constitution de la provision

c) Formalités à remplir par la banque désignée

2) Paiement des frais connexes

B) Alimentation des comptes de fonds de contrepartie

C) Emargement, destination des volets, fiche d'utilisation

5.- CONTROLE A L'ARRIVEE

6.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE ET APRES LE
DEDOUANEMENT.

./...

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Cette circulaire fixe la procédure qui sera appliquée au programme de l'Aide Agricole des Etats-Unis d'Amérique au cours de l'année 1964. (Public Law 480 - Titre I).

B. - PROCEDURE

1. - REPARTITION DE L'AIDE, CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT ET AUTRE FORMALITE

A) Répartition de l'aide en autorisation d'achat ("P.A.")

Le Département de l'Agriculture des Etats-Unis répartit l'aide en "Purchase Autorization" ("P.A.") ou autorisation d'achat suivant l'accord qui a été signé entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de la République du Congo.

Le Conseil Monétaire publie par voie de circulaire les principales caractéristiques de ces autorisations d'achat et notamment :

- leurs numéros;
- la catégorie des marchandises couvertes par celles-ci;
- le nom des banques habilitées aux Etats-Unis ainsi que celui des banques agréées congolaises "Approved Applicant" ci-après dénommées banques désignées;
- la date extrême de livraison;
- les dates initiale et extrême de conclusion du contrat;
- le montant minimum pour lequel la banque désignée peut ouvrir un crédit documentaire irrévocable.

B) Conclusion du contrat d'achat

L'importateur ne peut signer de contrat d'achat qu'à l'intérieur du délai imparti.

Il est tenu de faire parvenir une copie de ce contrat à l'attaché agricole de l'ambassade des Etats-Unis, B.P. 8599 à Léopoldville et, afin que les marchandises puissent être embarquées, un second exemplaire à ALLTRANSPORT INC., 17 Battery Place - New-York 4.

C) Autre formalité

L'introduction de marchandises au Congo par un port autre que celui de BOMA ou de MATADI est soumise à l'autorisation préalable du Conseil Monétaire.

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction des modèles "I" et "F" auprès de la banque désignée

L'importateur introduit les licences modèle "I" auprès de la banque désignée. Il peut le faire par l'intermédiaire de sa propre banque.

L'importateur mentionne sur le modèle "I" le numéro complet de l'autorisation d'achat, le prix FAS de la marchandise ainsi que les quantités et le prix unitaire pour chaque qualité ou conditionnement.

Un modèle "F" est souscrit pour le règlement des frais connexes. Mais ceux-ci ne peuvent comprendre ni les frais d'assurance ni les commissions d'intervention.

B) Autres documents à transmettre à la banque désignée

L'importateur est tenu de transmettre simultanément à la banque désignée les documents suivants :

- la facture proforma ou le contrat d'achat précisant le prix FAS de la marchandise; le fournisseur y indique qu'il s'engage à livrer la marchandise à l'intérieur du délai fixé par l'autorisation d'achat; toute facture antérieure à la date initiale doit être confirmée par celui qui l'a établie;
- une demande d'ouverture de crédit documentaire irrévocable en faveur du fournisseur des Etats-Unis;
- une copie de l'autorisation du Conseil Monétaire si l'importation s'effectue par un autre port que celui de BOMA ou de MATADI.

3.- VALIDATION DES MODELES "I" et "F"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I" et "F"

La banque désignée est seule habilitée à valider les modèles "I". Il lui est également permis de valider les modèles "F" afférents à ces licences d'importation.

B) Contrôle préliminaire

Avant de procéder à la validation, la banque désignée doit vérifier si :

- les modèles "I" et "F" sont dûment remplis et signés par l'importateur;
- la marchandise correspond à celle mentionnée dans l'autorisation d'achat;
- la marchandise est d'origine et de provenance des Etats-Unis d'Amérique;
- les dates initiale et extrême de conclusion du contrat sont respectées;
- la date extrême de livraison de la marchandise prévue sur le contrat est antérieure à celle précisée dans la circulaire du Conseil Monétaire;
- la facture proforma ou le contrat d'achat est jointe à la licence;
- les renseignements de la facture proforma ou du contrat d'achat concordent avec ceux indiqués sur la licence.

Après cette vérification, la banque désignée appose sur tous les volets du modèle "I" les lettres "AA" entre son indicatif et le numéro d'ordre de la suite numérique spécialement commencée pour cette aide.

S. /...

C) Etablissement d'un registre des licences

La banque désignée doit inscrire dans un registre toutes les licences qui ont été introduites pour chaque autorisation d'achat. Elle mentionne son numéro de contrôle, le nom de l'importateur, le montant de la licence en \$ U.S.A. ainsi que la date et l'heure de réception de la demande.

D) Formalités de la validation

Après avoir numéroté la licence, la banque désignée appose son cachet sur tous les volets. Elle date et signe le modèle "I". Les licences sont validées dans l'ordre de leur réception jusqu'à épuisement des fonds alloués.

E) Effets de la validation

Le modèle "I" "AA" validé par la banque désignée vaut licence d'importation dans le délai, les formes et les conditions de la licence.

F) Destination des volets

La banque désignée retient les volets vert et rose des modèles "I" validés, envoie la copie orange à l'Office des Licences, les volets blanc et jaune à l'importateur et transmet la copie blanche et le volet bleu à la Société Congolaise de Surveillance. Celle-ci fait parvenir ce dernier volet à l'Office d'approvisionnement.

G) Durée de validité

La durée de validité des modèles "I" est de 4 mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de la validation.

H) Prorogation

A la demande de l'importateur, la banque désignée est autorisée à proroger pour importation à deux reprises mais chaque fois pour un mois la durée de validité des modèles "I". La date extrême de livraison ne peut toutefois être dépassée. Toute autre demande de prorogation doit être soumise à l'ambassade des Etats-Unis.

4.- **PAIEMENT**

A) Modalités

1) Paiement de la marchandise

a) Ouverture d'un crédit irrévocable

La seule modalité de paiement admise est l'ouverture par la banque désignée d'un crédit documentaire irrévocable, à change non couvert, pour le prix FAS de la marchandise. Aucun crédit ne peut être ouvert pour un montant inférieur à celui prévu pour chaque autorisation d'achat. La banque désignée ouvre des crédits documentaires en même temps qu'elle valide les modèles "I". Les crédits peuvent être confirmés par la banque habilitée aux Etats-Unis. Celle-ci notifie le crédit au bénéficiaire et se charge d'obtenir le remboursement auprès du Gouvernement des Etats-Unis.

✓ ./...

La banque désignée doit mentionner sur la lettre de crédit le numéro complet de l'autorisation d'achat et la date extrême de livraison; elle doit indiquer, en outre, que l'importation se fait dans le cadre de l'aide agricole des Etats-Unis (Titre I), que l'assurance doit être contractée par l'acheteur et enfin qu'ALLTRANSPORT INC. intervient en tant que transitaire.

b) Constitution de la provision

Lors de l'émission du crédit documentaire, l'importateur verse auprès de la banque désignée une provision équivalent à la contre-valeur au cours vendeur du prix FAS de la marchandise. La banque dresse une fois par semaine un état récapitulatif de ces provisions suivant un modèle communiqué par le Conseil Monétaire. Ces états sont numérotés.

c) Formalités à remplir par la banque désignée

La banque désignée doit envoyer copie de chaque lettre de crédit sitôt qu'elle est émise à ALLTRANSPORT INC., à la Société Congolaise de Surveillance ainsi qu'à AGETRAF, B.P. 8834 à Léopoldville I.

Chaque semaine, la banque désignée établit une situation des crédits documentaires ouverts pour chaque autorisation d'achat selon le modèle fourni par l'ambassade des Etats-Unis ("Situation Report"), le rapport est communiqué au Conseil Monétaire et à l'attaché agricole de l'ambassade des Etats-Unis à Léopoldville.

Elle doit également dresser un rapport définitif des crédits documentaires ouverts dans le cadre de chaque autorisation d'achat selon le modèle qui lui a été communiqué par l'ambassade des Etats-Unis ("Final Report"). Au cas où un crédit documentaire aurait été refusé ou retiré, mention en sera faite sur le rapport. Ce dernier sera transmis au Conseil Monétaire et en double exemplaire à l'ambassade des Etats-Unis à Léopoldville dans les 10 jours qui suivent la date extrême de validation des licences.

La banque désignée est enfin tenue d'établir mensuellement pour chaque autorisation d'achat un état récapitulatif des paiements effectués par les banques américaines. Cet état, conforme au modèle fourni par l'ambassade des Etats-Unis, ("monthly Payments Report"), est envoyé le 15 de chaque mois au Conseil Monétaire et en double exemplaire à l'attaché agricole des Etats-Unis à Léopoldville.

2) Paiement des frais connexes

Les frais connexes sont payables selon les mêmes modalités que le règlement de la marchandise. Les crédits documentaires au bénéfice de ALLTRANSPORT INC. doivent être ouverts simultanément. Ils se liquident sur la position de change des banques.

La banque désignée exige une facture proforma émanant de ALLTRANSPORT INC. mais celle-ci est fournie par AGETRAF à Léopoldville.

ALLTRANSPORT INC. envoie rapidement, pour chaque navire un manifeste des marchandises chargées à l'attaché agricole de l'ambassade des Etats-Unis ainsi qu'à la Société Congolaise de Surveillance. ALLTRANSPORT doit faire transporter sous pavillon américain au minimum 50% de la marchandise de chaque autorisation d'achat.

B) Alimentation des Comptes de Fonds de contrepartie (Titre I)

La banque désignée verse chaque mardi au Conseil Monétaire les provisions constituées pendant la semaine écoulée en créditant le "Compte Suspens" n° 504 "Aide Agricole Américaine Titre I" de la contrevaletur au cours vendeur du prix FAS des marchandises. La banque désignée présente un avis de crédit en compensation auquel elle joint en triple exemplaire l'état récapitulatif des provisions constituées. Les redressements d'écritures peuvent être effectués par le Conseil Monétaire à la demande de la banque désignée.

C) Emargement, Destination des volets, fiche d'utilisation

La banque désignée émarge le volet rose lors de la réception de l'avis de négociation par son correspondant des Etats-Unis et transmet directement ce volet à l'Office des Licences.

La constitution de la provision ou le versement de celle-ci au compte des fonds de contrepartie ne donne pas lieu à l'établissement d'une fiche d'utilisation.

5.- CONTROLE A L'ARRIVEE

Les importations effectuées dans le cadre de l'aide agricole des Etats-Unis font l'objet d'un contrôle à l'arrivée par la Société Congolaise de Surveillance.

L'importateur doit remettre à la Société Congolaise de Surveillance :

- Copies des instructions de réexpédition pour chaque connaissance adressées à l'OTRACO EPM /Matadi pour les importations par BOMA et MATADI ou aux autres transitaires pour les importations faites par LOBITC, MOMBASA, DAR ES SALAM, BEIRA ou DURBAN.
- Copies des lettres de transport ou d'avis d'expédition pour les réexpéditions faites à partir des stocks constitués à Léopoldville ou à Elisabethville.

La Société Congolaise de Surveillance doit faire parvenir chaque mois un rapport des arrivées de marchandises à l'attaché agricole des Etats-Unis à Léopoldville.

6.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE ET APRES LE DEDOUANEMENT

A) Formalités à remplir en douane


La procédure à suivre est celle établie pour les importations financées par les ressources propres de la République.


B) Formalités à remplir après le dédouanement

Dès que la marchandise a été dédouanée, l'importateur envoie à AGETRAF à Léopoldville une copie de la déclaration de mise en consommation ainsi qu'une copie du rapport de contrôle quantitatif et qualitatif de la Société Congolaise de Surveillance.

Léopoldville, le 12 juin 1964

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission
- Département Etranger -


A. NDELE
Membre de droit
Gouverneur
de la Banque Nationale du Congo


A. J. ROUX
Président-Gérant

Léopoldville, le 12 juin 1964

Circulaire n° 186

- Aux Banques agréées,
- Aux Importateurs,
- A l'U.S.A.I.D.,
- A la Douane,
- A la Société Congolaise
de Surveillance.
-

AIDE AGRICOLE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
(Public Law 480 - Titre I).

A. - PROCEDURE

La procédure applicable est celle de la circulaire n° 185.

B. - PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES AUTORISATIONS
D'ACHAT.

1. - Autorisation d'achat n° 55-41

- marchandise couverte par l'autorisation : farine de froment,
- montant minimum du crédit documentaire : 50.000 \$,
- banque habilitée aux Etats-Unis : Morgan Guaranty Trust,
- banque désignée au Congo : Banque du Congo,
- date initiale de conclusion du contrat : 12 juin 1964,
- date extrême de conclusion du contrat : 31 juillet 1964,
- date extrême de livraison : 31 août 1964.

2. - Autorisation d'achat n° 55-42

- marchandise couverte par l'autorisation d'achat : maïs,
- montant minimum du crédit documentaire : 15.000 \$,
- banque habilitée aux Etats-Unis : Bank of America,
- banque désignée au Congo : Socobanque,
- date initiale de conclusion du contrat : 12 juin 1964,
- date extrême de conclusion du contrat : 31 juillet 1964,
- date extrême de livraison : 31 août 1964.

3. - Autorisation d'achat n° 55-43

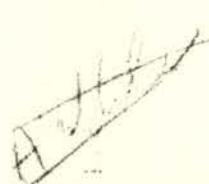
- marchandise couverte par l'autorisation d'achat : blé bulgur,
- banque habilitée aux Etats-Unis : Bank of America,
- banque désignée au Congo : Crédit Congolais,
- date initiale de conclusion du contrat : 12 juin 1964,
- date extrême de conclusion du contrat : 31 juillet 1964,
- date extrême de livraison : 31 août 1964.

./... 


4.- Autorisation d'achat n° 55-46

- marchandise couverte par l'autorisation d'achat : riz,
- montant minimum du crédit documentaire : 25.000, - \$,
- banque habilitée aux Etats-Unis : Morgan Guaranty Trust,
- banque désignée au Congo : Banque du Congo,
- date initiale de conclusion du contrat : 16 juin 1964,
- date extrême de conclusion du contrat : 30 juin 1964,
- date initiale de livraison : 16 juin 1964,
- date extrême de livraison : 31 juillet 1964.

Conseil Monétaire
de la République du Congo
Institut d'Emission
- Département Etranger -


A. NDELE
Membre de droit
Gouverneur

de la Banque Nationale du Congo


A. J. ROUX
Président-Gérant

CHAPITRE 2.- LES IMPORTATIONS (1)

Sommaire Général

	Page
SECTION 1.- IMPORTATIONS AVEC ACHAT DE DEVISES AUPRES D'UNE BANQUE AGREEE	
Par. 1.- Importations financées par les ressources propres de la République du Congo.	
Art. 1.- Dispositions générales : importations par les entreprises, les particuliers et les Adminis- trations.	3
Art. 2.- Dispositions particulières	
Al. 1. - Importations globales	16
Al. 2.- Importations en consignation	20
Al. 3. - Importations de moins de 15.000 F.C.	21
Al. 4. - Importations sur compte R.M.E.	23
Par. 2.- Importations financées par aide étrangère	
Art. 1.- Dons	
Al. 1. - Importations dans le cadre de l'aide économique de la République Fédé- rale d'Allemagne	26
Al. 2. - Importations dans le cadre de l'aide financière des Etats-Unis d'Améri- que	26
Al. 3.- Importations dans le cadre de l'aide financière du Marché Commun	38
Al. 4.- Importations dans le cadre de l'aide financière du Royaume-Uni	45
Art. 2.- Prêts	
Al. 1.- Importations dans le cadre de l'aide financière de la République Fédéra- le d'Allemagne	48
Al. 2.- Importations dans le cadre de l'aide agricole des Etats-Unis d'Amérique	52

(1) Chapitre 1.- LES EXPORTATIONS : voir la circulaire n° 172
du Conseil Monétaire

	page
SECTION 2.- IMPORTATIONS SANS ACHAT DE DEVISES AUPRES D'UNE BANQUE AGREEE	59
SECTION 3.- IMPORTATIONS NON SOUMISES AUX FORMALITES DES SECTIONS 1 ET 2	63
CHAPITRE 3.- FRAIS CONNEXES AUX IMPORTATIONS ET AUX EXPORTATIONS	64
CHAPITRE 4.- TRANSIT	69
CHAPITRE 5.- PAIEMENT DES ARRIERES	70

./...

7 5

CHAPITRE 2.- LES IMPORTATIONS

SECTION 1.- IMPORTATIONS AVEC ACHAT DE DEVISES AUPRES D'UNE BANQUE AGREEE

PAR. 1.- IMPORTATIONS FINANCEES PAR LES RESSOURCES PROPRES DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

ART.1.- DISPOSITIONS GENERALES : IMPORTATIONS PAR LES ENTREPRISES, LES PARTICULIERS ET LES ADMI- NISTRATIONS

Sommaire

A.- DOMAINE D'APPLICATION

B.- PROCEDURE

1.- REPARTITION DES DEVISES, EMISSION DES LETTRES DE QUOTA, CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

2.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "I" auprès d'une banque agréée

1) Etablissement d'un modèle "I"

2) Transmission du modèle "I" à une banque agréée

B) Autres documents à transmettre à une banque agréée

3.- VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

B) Contrôle préliminaire à la validation

C) Formalités de la validation

D) Effets de la validation

E) Destination des volets et des autres documents

F) Durée de validité

G) Prorogation

1) Prorogation par les banques agréées

2) Prorogation par l'Office des Licences

H) Modification des licences validées

4.- CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT, CONTROLE

A L'ARRIVEE

A) Domaine d'application

B) Formalités

C) Frais

5.- PAIEMENT

A) Modalités

B) Emargement des documents, destination des volets,
fiche d'utilisation

6.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

A) Présentation du volet jaune

B) Déclaration de mise en consommation

7.- DEFAUT D'UTILISATION, REMPLACEMENT

./...

28

CHAPITRE 2.- LES IMPORTATIONS

Les importations de marchandises donnant lieu à un achat de devises auprès d'une banque agréée sont soumises à la réglementation énoncée à la Section 1.

La Section 2 traite des importations sans achat de devises.

Seules les importations énumérées à la Section 3 sont exemptes de ces formalités.

SECTION 1.- IMPORTATIONS AVEC ACHAT DE DEVICES AUPRES D'UNE BANQUE AGREEE

PAR. 1.- IMPORTATIONS FINANCEES PAR LES RESSOURCES PROPRES DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

ART. 1.- DISPOSITIONS GENERALES : IMPORTATIONS PAR LES ENTREPRISES, LES PARTICULIERS ET LES ADMINISTRATIONS

A.- DOMAINE D'APPLICATION

Ces dispositions sont applicables aux importations de marchandises effectuées par les entreprises, les particuliers ou les Administrations titulaires d'une lettre de quota émise par le Ministère de l'Economie Nationale ou bénéficiaires d'un quota trimestriel alloué par la Banque Nationale.

Seules les marchandises limitativement désignées par la Banque Nationale peuvent être importées sans lettre de quota ou sans quota trimestriel garanti.

B.- PROCEDURE

1.- REPARTITION DES DEVICES, EMISSION DES LETTRES DE QUOTA, CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

A) Répartition des devises et émission des lettres de quota

L'Office d'Approvisionnement du Ministère de l'Economie Nationale établit le programme de répartition des devises et le soumet à l'approbation de l'Ordonnateur des devises et du Bureau de la Coordination Economique (B.C.E.). Il envoie ensuite aux importateurs des lettres de quota qui sont visées par le B.C.E. Il est précisé sur chaque lettre de quota le nom du bénéficiaire, la somme des devises allouée, le numéro du régime d'importation ainsi que la date extrême d'utilisation de la lettre.

B) Conclusion du contrat d'achat

L'importateur peut faire des appels d'offre et se faire envoyer des factures pro forma dès la réception d'une lettre de quota ou dès la notification d'une autorisation. Il ne peut cependant conclure de commande ferme qu'à dater de la validation de la licence.

.1.2 8

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "I" auprès d'une banque agréée

1) Etablissement d'un modèle "I"

a) Formulaire modèle "I"

Tout importateur doit souscrire un formulaire modèle "I" intitulé "licence d'importation et autorisation d'achat de devises".

Ce formulaire est fourni par la Banque Nationale, Office des Licences aux banques agréées et revendu par celles-ci au prix fixé par cette Institution.

Chaque modèle "I" comprend 5 volets de couleur différente : blanche, rose, verte, bleue et jaune ainsi que 2 copies de couleur blanche et orange.

Un modèle "I" distinct doit être établi par vendeur, par monnaie, par pays d'origine, par pays de provenance, par régime d'importation et par catégorie de marchandises. Une catégorie de marchandises comprend toutes celles dont les quatre premiers chiffres du tarif douanier sont identiques.

b) Indications à fournir sur le modèle "I"

Tout modèle "I" doit sous peine d'irrecevabilité être dûment rempli en français et signé par l'importateur.

L'importateur indique sur chaque modèle "I" le prix FOB de la marchandise et calcule la contrevaletur en francs congolais des devises demandées au cours conventionnel de comptabilisation (cours acheteur). La case réservée à la valeur C.I.F. en devises ne doit pas être remplie.

Il précise dans la rubrique "nature de la marchandise" la qualité de celle-ci.

L'importateur remplit, en outre, les rubriques suivantes : (1)

- licence n° : l'indicatif de la banque agréée selon le tableau en annexe 1 ;
- numéro de l'importateur : le numéro du registre de commerce précédé de l'indicatif de la province et séparé par le nombre de zéros nécessaires pour obtenir un nombre de 6 chiffres ;
- nature des devises accordées : uniquement l'abréviation suivant le tableau en annexe 2 ;
- cours d'achat : cours conventionnel de comptabilisation (voir circulaire n° 150 du Conseil Monétaire) ;
- numéro du code devise suivant le tableau en annexe n°2.

L'importateur doit indiquer sur toutes les licences les références de l'autorisation ou de la lettre de quota dont il est bénéficiaire.

./...

(1) Contrairement aux instructions figurant sur la licence, ce n'est pas l'Office des Licences mais l'importateur qui remplit ces rubriques.

Il est tenu de mentionner en tête de la rubrique "nature des marchandises" le régime d'importation selon la classification reprise à l'annexe n° 3.

Pour les importations de tissus, certaines mentions doivent, sous peine d'irrecevabilité, être indiquées dans la rubrique "nature des marchandises" du modèle "I" : la largeur en pouce et en cm, le nombre de fils simples en chaîne et en trame par cm^2 , le poids au m^2 achevé, le poids au m^2 sans apprêt, le nombre de m^2 , le numéro du quota ainsi que celui du bulletin d'analyse.

c) Frais connexes

L'importateur doit incorporer dans le modèle "I" une demande d'autorisation d'achat de devises pour le règlement des frais connexes. En cas d'impossibilité, il lui est permis de formuler cette demande en introduisant un modèle "I".

2) Transmission du modèle "I" à une banque agréée

L'importateur peut introduire un modèle "I" auprès d'une banque agréée dès la réception de la lettre de quota ou, s'il bénéficie d'un quota trimestriel garanti, à la date prévue par l'autorisation. L'importateur doit cependant respecter les délais impartis.

L'importateur doit joindre à ce modèle "I" 2 copies sur papier libre ou photocopies de la licence.

B) Autres documents à transmettre à la banque agréée

1) Règle générale

L'importateur est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de joindre au modèle "I" les documents suivants :

- l'original de la lettre de quota ou, en cas d'utilisation fractionnée, l'original de cette lettre de quota lors de la première présentation et une photocopie à chaque introduction ultérieure d'un modèle "I";
- la facture pro forma sur laquelle l'importateur fait préciser la nature, la variété, la qualité, la quantité de la marchandise, son origine, le prix FOB unitaire ainsi que tout autre élément permettant d'assurer le contrôle des prix. Si la marchandise à importer fait l'objet du contrôle avant embarquement, l'importateur joint deux copies ou photocopies supplémentaires de la facture pro forma.

2) Règle particulière aux importations de tissus

L'importateur de tissus doit faire préciser sur la facture pro forma certifiée conforme par le producteur ou le vendeur les mentions suivantes : la marque, la composition du tissu, la contexture au cm^2 , le nombre de pièces, la longueur en mètre ou en yard, la largeur en cm ou en pouce, le nombre de m^2 , le poids au m^2 achevé, le poids au m^2 sans apprêt, les poids brut et net, le mode d'emballage, la rubrique douanière, le prix FOB ou CF au mètre et au yard ainsi que le prix total CF ou FOB.

./...

Il annexe en outre au modèle "I" un bulletin d'analyse qu'il s'est fait délivrer par la Société Congolaise de Surveillance. Un bulletin d'analyse est exigé pour chaque licence. Aux fins d'obtenir ce bulletin, l'importateur a remis à cette Société le modèle "I" auquel il a joint deux échantillons d'au moins 30 x 30 cm ainsi que la facture pro forma. La Société Congolaise de Surveillance établit le bulletin en triple exemplaire et en attache un aux volets blanc et bleu du modèle "I" en apposant un cachet à la fois sur le bulletin et sur ces volets. Les frais sont à la charge de l'importateur.

Les caractéristiques des tissus renseignées sur le modèle "I" doivent correspondre aux indications figurant sur le bulletin d'analyse. Un écart maximum de 5% est admissible entre les mentions apposées sur la licence et le résultat de l'analyse.

3.- VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

La Banque Nationale, Office des Licences ainsi que les Services Provinciaux de l'Office des Licences désignés par la Banque Nationale sont habilités à valider les modèles "I". Les banques agréées leur font parvenir les licences après les avoir dûment contrôlées. Cette transmission s'opère sous le couvert d'un bordereau numéroté, établi en 5 exemplaires et distinct par importateur et par régime.

B) Contrôle préliminaire à la validation

Avant de procéder à la validation, La Banque Nationale, Office des Licences vérifie les modèles "I" ainsi que les documents qui y sont joints. Si l'importation est classée parmi les régimes S.9, S.10, S.11, la Banque Nationale, Office des Licences s'assure entre autres que la marchandise figure sur la liste de priorité établie par l'Office d'Approvisionnement du Ministère de l'Economie Nationale. En cas d'irrecevabilité, elle renvoie la licence à la banque agréée qui la lui a transmise sous le couvert de la 1ère copie du bordereau de transmission. La Banque Nationale, Office des Licences contrôle les prix déclarés, s'assure que le quota n'est pas épuisé, qu'il est toujours valable et émarque le montant des modèles "I" sur les fiches de quota individuelles.

C) Formalités de la validation

La Banque Nationale, Office des Licences appose sur tous les volets du modèle "I" un cachet : "visa de la Banque Nationale, Office des Licences de la République du Congo" et un second cachet lorsqu'elle requiert le contrôle avant embarquement ou à l'arrivée. Tous les volets sont ensuite datés et signés (les signatures autorisées de la Banque Nationale, Office des Licences sont reprises à l'annexe n° 4).

./...

D) Effets de la validation

Tout modèle "I" validé vaut licence d'importation et autorisation d'achat de devises pour le paiement des marchandises importées ainsi que, le cas échéant, celui des frais connexes dans la monnaie, le délai, les formes et les conditions de l'autorisation. La licence est personnelle, incessible et irrévocable. Les banques agréées autorisées à effectuer des paiements sur base d'un modèle "I" validé sont responsables de la mise en consommation de la marchandise ou à son défaut de la restitution des devises à moins qu'elles ne justifient le défaut de mise en consommation.

E) Destination des volets et des autres documents

La Banque Nationale, Office des Licences garde le volet bleu ainsi que la copie orange du modèle "I" validé. Elle remet à la Société Congolaise de Surveillance la copie blanche ainsi que les deux photocopies ou copies sur papier libre. Elle transmet à la banque agréée les volets blanc, jaune, vert et rose et y annexe une copie du bordereau de transmission. La banque agréée retient les volets rose et vert et fait parvenir les volets blanc et jaune à l'importateur.

Dans le cas d'une importation de tissus, l'original du bulletin d'analyse est remis à l'importateur et le second exemplaire est conservé par la Banque Nationale, Office des Licences.

F) Durée de validité

La durée de validité des modèles "I" est de quatre mois à compter du premier jour du mois qui suit la date de la validation. La Banque Nationale, Office des Licences peut accorder un délai supérieur lorsque l'importateur joint au modèle "I" une demande justifiée.

G) Prorogation

1) Prorogation par les banques agréées

a) Principe

A la demande expresse de l'importateur, les banques agréées sont autorisées à proroger le délai de validité des modèles "I" pour importation lorsque le paiement est intervenu à l'intérieur de ce délai ou pour le paiement si la marchandise a été mise en consommation.

b) Durée de prorogation

La prorogation peut être sollicitée à deux reprises mais la banque agréée ne peut chaque fois accorder qu'un délai d'un mois.

c) Formalités

L'importateur présente à la banque agréée le volet blanc ainsi que le volet jaune si l'importation n'a pas encore été effectuée. La banque appose sur ces volets ainsi

./...

que sur les volets vert et rose un cachet portant selon le cas la mention : "Prorogation pour paiement accordée jusqu'à.....", "Prorogation pour importation accordée jusqu'à.....". La banque agréée signe ensuite cette prorogation.

Chaque mois, les banques agréées envoient la liste des prorogations accordées à la Banque Nationale, Office des Licences.

2) Prorogation par la Banque Nationale, Office des Licences

a) Principe

Toutes les autres demandes de prorogation doivent être soumises à la Banque Nationale, Office des Licences.

b) Formalités

L'importateur fait parvenir à la Banque Nationale, Office des Licences, par l'intermédiaire de son banquier les volets blanc, rose et vert du modèle "I", le volet jaune si la marchandise n'a pas été importée ainsi que toute pièce justifiant sa demande. Ces documents sont transmis sous le couvert d'un bordereau de prorogation mentionnant la nouvelle échéance demandée.

Si la Banque Nationale, Office des Licences reconnaît le bien fondé de la demande, elle appose sur tous les volets sa signature et un cachet portant selon le cas la mention : "Prorogation pour paiement accordée jusqu'à....." ou "Prorogation pour importation accordée jusqu'à....." ou "Prorogation pour importation et pour paiement accordée jusqu'à.....".

Les modèles "I" prorogés sont ensuite renvoyés aux banques agréées qui transmettent aux importateurs les volets blanc et jaune.

H) Modification des licences validées

Toute demande de modification d'un modèle "I" validé par la Banque Nationale, Office des Licences doit être soumise par l'intermédiaire d'une banque agréée à l'accord de cet Office. La Société Congolaise de Surveillance est avertie par ce dernier.

4.- CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT DES MARCHANDISES, CONTROLE A L'ARRIVEE

A) Domaine d'application

Le contrôle avant embarquement comprend un contrôle quantitatif et qualitatif ainsi que celui du chargement des marchandises. Sont soumises au contrôle avant embarquement, les importations de marchandises régime S.1, S.4, S.7, S.9, S.10, S.11 et S.12 pour autant que la contrevaletur du prix FOB au cours acheteur soit par modèle "I" supérieure à 60.000,- FC.

Les importations de marchandises régime S.2, S.3, S.5, S.6 et S.8 ne sont soumises à ce contrôle ou à un contrôle à l'arrivée qu'à la demande de la Banque Nationale, Office des Licences. Il en est de même des importations de sels, fleurs, épices, journaux et objets d'art.

./...

B) Formalités

1) Cachet

Lorsque le contrôle n'est pas requis d'office mais demandé par la Banque Nationale, Office des Licences, les modèles "I" sont revêtus d'un cachet portant la mention suivante : "Lors du paiement, il est exigé une attestation de vérification quantitative, qualitative et de chargement sur navire émise par le correspondant de la Société Congolaise de Surveillance (Société Générale de Surveillance, S.A. Genève). Lorsque l'attestation de vérification le précise explicitement, le paiement pourra se faire sans contrôle qualitatif, ce dernier se faisant alors obligatoirement à l'arrivée au Congo". Toute dérogation de la Banque Nationale doit être mentionnée sur les modèles "I".

2) Transmission des documents à la Société Congolaise de Surveillance

La Banque Nationale, Office des Licences transmet en plus de la copie blanche les copies ou photocopies supplémentaires des modèles "I" et de la facture pro forma à la Société Congolaise de Surveillance qui les fait parvenir à son correspondant étranger. De son côté, la banque agréée envoie à cette société deux copies ou photocopies des lettres de crédit.

3) Procédure particulière

Une procédure particulière peut être fixée par la Banque Nationale, Office des Licences pour les importations destinées au Katanga ou à l'Est du pays.

C) Frais

1) Montant

Les frais de contrôle sont calculés sur la valeur FOB des marchandises et s'élèvent à la contrevaletur au cours vendeur de :

- 20 \$ U.S.A. par intervention pour les importations dont la contrevaletur au cours acheteur est comprise entre 60.000 , - et 300.000, - F.C.
- 45 \$ U.S.A. par intervention pour celles dont la contrevaletur au cours acheteur varie entre 300.001, - et 900.000, - F.C.
- 0,75% du prix FOB pour toutes celles dont la contrevaletur au cours acheteur est supérieure à 900.000, - F.C.

2) Paiement

Les frais sont prélevés par les banques au moment de l'achat des devises. Enfin de semaine, les banques agréées viront les frais de contrôle avant embarquement, par la voie de la Chambre de Compensation, au compte n° 488 ouvert au nom de la Société Congolaise de Surveillance dans les livres de la Banque Nationale. Les frais sont également virés à ce

./...

compte n° 488 lorsque le contrôle avant embarquement n'est pas imposé par la réglementation mais demandé par l'importateur. Les frais de contrôle à l'arrivée sont crédités à un des comptes que cette même société s'est fait ouvrir auprès des banques agréées.

La banque agréée transmet à la Société Congolaise de Surveillance deux copies des avis de versement après y avoir annoté les numéros des modèles "I" ainsi que la valeur de la marchandise importée.

5. - PAIEMENT

A) Modalités

L'importateur est tenu d'effectuer le paiement dans la monnaie, le délai, les formes et les conditions prévues sur le modèle "I". La banque intervenante est celle qui détient les volets rose et vert.

Sauf dérogation de la Banque Nationale, les seules modalités admises sont l'ouverture d'un crédit documentaire et le paiement contre remise du jeu complet des documents ou contre la présentation de la déclaration de mise en consommation.

1) Crédit documentaire à change non couvert

Les banques agréées ne peuvent ouvrir que des crédits documentaires à change non couvert. — Le montant du crédit ne peut être inférieur à 100 \$ U.S.A. ou la contreva- leur de cette somme. La durée de validité du crédit ne peut dépasser celle de la licence.

Le paiement ne peut être effectué que contre remise à la banque intervenante des documents suivants : la facture commerciale du producteur ou du fournisseur établie au prix FOB ou FAS des marchandises ainsi que le con- naissance maritime ou le connaissance direct aller (C.D.A.) ou une lettre de transport aérien (L.T.A.) ou un récipissé postal ou une attestation de prise en charge établie par un transporteur maritime agréé par la F.I.A.T.A. et comportant l'engagement de ce dernier d'émettre un con- naissance à l'ordre de la banque intervenante à l'intérieur d'un délai d'un mois. Lorsqu'une attestation de prise en charge est émise, le correspondant de la Société Congolaise de Surveillance établit l'attestation de vérification avant l'embarquement. Il surveille ce dernier et se fait délivrer par le transporteur maritime une copie du connaissance.

Si le contrôle avant embarquement est imposé, l'attestation de vérification du correspondant de la Société Congolaise de Surveillance est également exigée.

Les documents de transport sont établis à l'ordre de la banque intervenante à moins que celle-ci n'en dispense l'importateur.

La banque intervenante doit prendre les dispositions nécessaires avec l'importateur et avec les compagnies et agences de transport pour s'assurer de la mise en consommation de la marchandise.

2) Paiement contre remise à la banque intervenante du jeu complet des documents

La banque intervenante doit exiger la facture du producteur ou du fournisseur établie au prix FOB ou FAS des marchandises ainsi que le connaissement maritime ou le connaissement-direct aller (C.D.A.) ou une lettre de transport aérien (L.T.A.) ou un récipissé postal ou une attestation de prise en charge établie par un transporteur maritime agréé par la F.I.A.T.A. et comportant l'engagement de ce dernier d'émettre un connaissement à l'ordre de la banque intervenante à l'intérieur d'un délai d'un mois. Lorsqu'une attestation de prise en charge est émise, le correspondant de la Société Congolaise de Surveillance établit l'attestation de vérification avant l'embarquement. Il surveille ce dernier et se fait délivrer par le transporteur maritime une copie du connaissement.

Si le contrôle avant embarquement est requis, la banque doit de plus exiger l'attestation de vérification du correspondant de la Société Congolaise de Surveillance.

Les documents de transport sont établis à l'ordre de la banque intervenante à moins que celle-ci n'en dispense l'importateur.

La banque intervenante doit prendre les dispositions nécessaires avec l'importateur et les compagnies et agences de transport pour s'assurer de la mise en consommation de la marchandise.

3) Paiement contre présentation à la banque intervenante de la déclaration de mise en consommation

La banque intervenante doit exiger en plus de la déclaration de mise en consommation la facture commerciale du producteur ou du fournisseur établie au prix FOB ou FAS ainsi que l'attestation de vérification du correspondant de la Société Congolaise de Surveillance si le contrôle avant embarquement est imposé.

B) Emargement des documents, destination des volets, fiche d'utilisation

1) Emargement des documents

Les banques agréées doivent mentionner au verso des volets rose et vert des modèles "I" les ventes de monnaies étrangères auxquelles ces ouvertures de crédit donnent lieu, tous les autres paiements effectués conformément aux stipulations des modèles "I" ainsi que les remboursements des sommes inutilisées.

2) Destination des volets

Les banques agréées conservent le volet vert des modèles "I" et envoient le volet rose après émargement total à la Banque Nationale, Département du Crédit, Service du Contrôle Bancaire. De toute façon, ces volets devront être remis au plus tard un mois après l'expiration du délai de validité pour paiement.

3) Fiche d'utilisation

Les banques agréées établissent un document intitulé "fiche d'utilisation" suivant un modèle prescrit par la Banque Nationale, Office des Licences chaque fois qu'elles vendent des monnaies étrangères.

Ces fiches d'utilisation sont transmises chaque jour à l'appui des tableaux d'achat et de vente des devises à la Banque Nationale, Département du Crédit, Service du Contrôle Bancaire. Les fiches d'utilisation doivent être groupées par modèle et par devise.

Le volet rose émargé est annexé à la fiche d'utilisation lors du dernier paiement.

Les banques agréées doivent envoyer à la Banque Nationale, Département du Crédit, Service du Contrôle Bancaire un relevé journalier de tout rachat ou de toute ristourne d'un montant supérieur à la contrevalet de 15.000,- F.C. Ce relevé est établi selon un formulaire de la Banque Nationale.

6.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

A) Présentation du volet jaune

1) Règle générale

L'importateur est tenu de présenter à la Douane lors de l'importation le volet jaune du modèle "I" validé. La Douane émarge ce document et le transmet à la Banque Nationale, Office des Licences au plus tard à l'expiration du délai de validité.

Si le dédouanement s'effectue par plusieurs postes frontières, l'importateur présente le volet jaune ou une photocopie de ce document visée par la Banque Nationale, Office des Licences. Pour obtenir ce visa, l'importateur présente le volet blanc à sa banque agréée qui le transmet à la Banque Nationale, Office des Licences.

L'importateur indique sur le duplicata une lettre repère à la suite du numéro du modèle "I" et appose dans la partie supérieure gauche la mention-suivante : "dédouanement partiel par le poste frontière de". La Douane transmet la photocopie à la Banque Nationale, Office des Licences après l'avoir émargée au plus tard à l'expiration du délai de validité.

2) Règle spéciale

L'importateur de tissus doit présenter à la Douane l'original du bulletin d'analyse aux fins de contrôle. La Banque Nationale, Office des Licences se réserve toutefois le droit de charger la Société Congolaise de Surveillance de procéder à un examen qualitatif et quantitatif des lots de textiles soit aux entrepôts publics soit aux magasins de l'importateur.

B) Déclaration de mise en consommation

La Douane fait signer à l'importateur un document intitulé "Déclaration de mise en consommation". Ce document sur lequel figure notamment le numéro du modèle "I" ainsi que la date extrême de validité de la licence est établi en 4 exemplaires.

La Douane garde l'original, remet une copie à l'importateur et transmet les deux autres respectivement à la Banque Nationale, Office des Licences et au Service des Statistiques du Gouvernement Central.

7.- **DEFAUT D'UTILISATION, REMPLACEMENT**

A) Défaut d'utilisation

L'importateur qui renonce à faire usage d'un modèle "I" doit envoyer avant l'expiration du délai de validité les volets blanc et jaune à la banque agréée en justifiant le défaut d'utilisation. Celle-ci appose sur les volets blanc, rose et vert le cachet "annulé". Elle détruit le volet jaune, conserve le volet vert comme pièce justificative et transmet les volets blanc et rose à la Banque Nationale, Office des Licences. Celle-ci signale l'annulation à la Société Congolaise de Surveillance qui détruit la copie blanche.

B) Remplacement

En cas de remplacement de la licence, l'importateur remet à la banque agréée les volets blanc et jaune en justifiant sa demande. Cette banque les annule ainsi que les volets rose et vert de l'ancien modèle et les joint à la nouvelle licence qu'elle présente à la Banque Nationale, Office des Licences. Le numéro et la date de validité de l'ancien modèle seront indiqués sur la nouvelle licence.

La Banque Nationale, Office des Licences signale le **remplacement** à la Société Congolaise de Surveillance.

./...

ART. 2. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les dispositions particulières traitent des importations globales, des importations avec mise en consignation, de celles dont la contrevaletur est inférieure à 15.000, - F.C. ainsi que des importations sur compte "R.M.E.",

ALINEA 1. - IMPORTATIONS GLOBALES

Sommaire

A. - DOMAINE D'APPLICATION

B. - PROCEDURE

1. - AUTORISATION DE LA BANQUE NATIONALE

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE ET VALIDATION DES LICENCES

A) Introduction d'un modèle "G importation" auprès d'une banque agréée

B) Validation des modèles "G importation"

1) Organisme habilité à valider les modèles "G importation"

2) Effet de la validation

3) Destination des volets

4) Durée de validité

5) Prorogation

C) Introduction d'un modèle "G paiement" auprès d'une banque agréée

D) Validation des modèles "G paiement"

1) Organisme habilité à valider les modèles "G paiement"

2) Effet de la validation

3) Destination des volets

4) Durée de validité

5) Prorogation

3. - CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT, CONTROLE A L'ARRIVEE

4. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

./...

ALINEA 1. - IMPORTATIONS GLOBALES

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Ces dispositions sont applicables dans les cas où la Banque Nationale autorise les importateurs à introduire une seule licence pour importer des marchandises comprises sous des numéros de tarif douanier différents et lorsque l'autorisation d'achat de devises est dissociée de l'autorisation d'importation.

B. - PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge.

1. - AUTORISATION DE LA BANQUE NATIONALE

Les importateurs ne peuvent introduire de licences globales que s'ils y sont autorisés par la Banque Nationale.

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE ET VALIDATION DES LICENCES

A) Introduction d'un modèle "G importation" auprès d'une banque agréée

L'importateur introduit auprès d'une banque agréée un modèle "G", demande de licence globale d'importation, intitulé modèle "G importation". Ce modèle comprend 5 volets numérotés et de couleur différente : blanche (n°1), jaune (n°2), orange (n°3), bleue (n°4) et verte (n°5). L'importateur joint à ce modèle 3 copies de la licence sur papier libre.

L'importateur peut grouper sur un même modèle "G" des marchandises de tarif douanier différent. Il précise le prix FOB de la marchandise mais non le régime d'importation.

B) Validation des modèles "G importation"

1) Organisme habilité à valider les modèles "G importation"

La Banque Nationale, Office des Licences est seule habilitée à valider les modèles "G importation".

2) Effet de la validation

Les modèles "G importation" validés valent licence globale d'importation dans le délai, les formes et les conditions de la licence.

3) Destination des volets

La Banque Nationale, Office des Licences garde le volet bleu, remet les volets blanc, jaune, orange et vert à la banque agréée qui a introduit la licence et envoie les 3 copies sur papier libre à la Société Congolaise de Surveillance. La banque agréée conserve le volet vert et transmet à l'importateur les volets blanc, jaune et orange.

./...

4) Durée de validité

La durée de validité des modèles "G importation" est fixée par la Banque Nationale.

5) Prorogation

La Banque Nationale, Office des Licences peut proroger la durée de validité des modèles "G importation". L'importateur joint à la licence les documents justifiant sa demande.

C) Introduction d'un modèle "G paiement" auprès d'une banque agréée

Au moment prévu par l'autorisation de la Banque Nationale, l'importateur doit introduire auprès de sa banque agréée un modèle "G", demande d'autorisation d'achat de devises, intitulé modèle "G paiement". Chaque modèle comprend 4 volets numérotés et de couleur différente : blanche (n° 1/A), rose (n° 2/A), verte (n° 3/A) et bleue (n° 4/A).

D) Validation des modèles "G paiement"

1) Organisme habilité à valider les modèles "G paiement"

La Banque Nationale, Office des Licences est habilitée à valider les modèles "G paiement" qui lui sont présentés par les banques agréées.

2) Effet de la validation

Les modèles "G paiement" valent autorisation d'achat de devises dans la monnaie, le délai, les formes et les conditions de la licence.

3) Destination des volets

La Banque Nationale, Office des Licences garde le volet n° 4 et remet à la banque agréée qui lui a transmis la licence les volets n° 1, 2 et 3.

4) Durée de validité

La durée de validité des modèles "G paiement" est fixée par la Banque Nationale.

5) Prorogation

La Banque Nationale, Office des Licences peut proroger la durée de validité des modèles "G paiement". L'importateur joint à la licence les documents justifiant sa demande.

3.- CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT, CONTROLE A L'ARRIVEE

Le contrôle avant embarquement ou celui à l'arrivée n'est requis qu'à la demande de la Banque Nationale, Office des Licences qui appose, à cet effet, le cachet du contrôle sur le modèle "G importation".
./...

4. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

L'importateur est tenu, lors du dédouanement, de présenter à la Douane les volets jaune et orange du modèle "G importation" ainsi que la déclaration de mise en consommation. La Douane émarge ces volets et les transmet à la Banque Nationale, Office des Licences après apurement complet ou au plus tard à l'expiration du délai de validité de la licence.

./...

28

ALINEA 2. - IMPORTATIONS EN CONSIGNATION

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Il y a importation en consignation lorsqu'il est convenu que le paiement au fournisseur étranger n'interviendra qu'après que la marchandise a été vendue dans le pays de l'importateur.

B. - PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge.

1. - AUTORISATION DE LA BANQUE NATIONALE

Nul ne peut importer en consignation s'il n'y est autorisé par la Banque Nationale.

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE ET VALIDATION DES LICENCES

La procédure à suivre est identique à celle fixée pour les importations globales.

3. - CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT, CONTROLE A L'ARRIVEE

Le contrôle avant embarquement ou celui à l'arrivée n'est requis qu'à la demande de la Banque Nationale qui appose, à cet effet, le cachet du contrôle sur le modèle "G importation".

4. - PAIEMENT

La seule modalité de paiement admise est le règlement contre présentation de la déclaration de mise en consommation.

5. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

L'importateur est tenu, lors du dédouanement, de présenter à la Douane les volets jaune et orange du modèle "G importation" ainsi que la déclaration de mise en consommation. La Douane émarge ces volets et les transmet à la Banque Nationale, Office des Licences après apurement complet ou au plus tard à l'expiration du délai de validité de la licence.

ALINEA 3.- IMPORTATIONS D'UNE VALEUR INFÉRIEURE A 15.000, - FC.

Sommaire

A.- DOMAINE D'APPLICATION

B.- PROCEDURE

1.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Etablissement d'un modèle "I"

B) Introduction d'un modèle "I" auprès d'une banque agréée

2.- VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

B) Contrôle préliminaire

C) Destination des volets

D) Modification des licences validées

./...

27

ALINEA 3. - IMPORTATIONS D'UNE VALEUR INFÉRIEURE A 15.000, - FC.

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Cette procédure s'étend aux importations dont la contrevaieur du prix C F est inférieure à 15.000, - F.C. pour autant qu'elles soient admises par la Banque Nationale en vertu d'une dérogation particulière ou d'une allocation mensuelle.

B. - PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge.

1. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Etablissement d'un modèle "I"

L'importateur doit indiquer entre autres les prix FOB, CF et la référence de la lettre de dérogation ou de l'allocation de la Banque Nationale. Les frais connexes doivent être incorporés au modèle "I".

B) Introduction du modèle "I" auprès d'une banque agréée

L'importateur peut introduire un modèle "I" auprès d'une banque agréée dès la réception de l'allocation ou de la lettre de dérogation. Il doit se conformer aux dispositions prévues sur la lettre de dérogation.

2. - VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

Les banques agréées sont habilitées à valider les modèles "I".

B) Contrôle préliminaire

Avant de procéder à la validation, les banques doivent contrôler les licences ainsi que les documents qui y sont joints. Elles sont tenues de plus de vérifier si la marchandise n'est pas interdite à l'importation et si elle est conforme à ce qui est admis par la Banque Nationale.

C) Destination des volets

La banque agréée retient les volets rose et vert des modèles "I", remet les volets blanc et jaune à l'importateur, le volet bleu et la copie orange à la Banque Nationale, Office des Licences et la copie blanche à la Société Congolaise de Surveillance.

D) Modification des licences validées

Toute demande de modification doit être soumise à la banque agréée qui a validé la licence. Celle-ci signale la modification à la Banque Nationale, Office des Licences et à la Société Congolaise de Surveillance.

./...

5/8

ALINEA 4. - IMPORTATIONS SUR COMPTE "R.M.E."

Sommaire

A. - DOMAINE D'APPLICATION

B. - PROCEDURE

1. - AVOIRS EN COMPTE "R.M.E."

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Etablissement d'un modèle "I"

B) Introduction du modèle "I" auprès d'une banque agréée

3. - VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

B) Contrôle préliminaire

C) Destination des volets

D) Modification des licences validées

4. - CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT

5. - PAIEMENT

A) Modalités

B) Emargement des documents, fiche d'utilisation

./...

27

ALINEA 4. - IMPORTATIONS SUR COMPTE "R. M. E."

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Ces dispositions sont applicables aux importations réglées par le débit d'un compte de résident en monnaie étrangère ("R. M. E.") ouvert au nom des exportateurs ou des bénéficiaires d'une autorisation particulière de la Banque Nationale.

L'accord de rétrocession de devises ou l'autorisation particulière précise les importations qui peuvent être réglées par le débit de ces comptes "R. M. E."

B. - PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge.

1. - AVOIRS EN COMPTE "R. M. E."

Les modalités d'alimentation des comptes "R. M. E." sont fixées par l'accord de rétrocession ou par l'autorisation particulière.

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Etablissement d'un modèle "I"

L'importateur doit apposer sur la licence à la suite de l'indicatif de la banque la mention : "R. M. E.". Si l'importation doit être imputée au débit d'un compte alimenté par des rétrocessions sur des rapatriements de devises, l'importateur insère la mention : "R. M. E./EXP.". Dans la case de modalité de paiement, il inscrit : "Par utilisation de nos avoirs en compte de "Résident en monnaie étrangère".

B) Introduction du modèle "I" auprès d'une banque agréée

L'importateur peut introduire un modèle "I" auprès d'une banque agréée dès que le compte "R. M. E." ouvert en son nom est approvisionné.

Il doit incorporer les frais connexes sur le modèle "I". En cas d'impossibilité, il introduit un modèle "I" complémentaire pour le règlement de ces frais.

3. - VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

Les banques agréées sont habilitées à valider les modèles "I".

B) Contrôle préliminaire

Avant de procéder à la validation, les banques agréées doivent contrôler les licences ainsi que les documents qui y sont joints. Elles sont de plus tenues de vérifier si la

./...

marchandise n'est pas interdite à l'importation et si elle est conforme à ce qui est précisé dans l'autorisation de la Banque Nationale ou dans l'accord de rétrocession.

C) Destination des volets

La banque agréée retient les volets vert et rose du modèle "I", remet les volets blanc et jaune à l'importateur, le volet bleu et la copie orange à la Banque Nationale, Office des Licences et la copie blanche à la Société Congolaise de Surveillance.

D) Modification des licences validées

Toute demande de modification doit être soumise à la banque agréée qui a validé la licence. Celle-ci signale la modification à la Banque Nationale, Office des Licences et à la Société Congolaise de Surveillance.

4. - CONTROLE AVANT EMBARQUEMENT

Les frais de contrôle sont calculés en devises suivant le tarif fixé dans les dispositions générales. Ces frais sont réglés au moment du paiement de l'importation par le débit du compte "R.M.E." de l'importateur au profit du compte "R.M.E." de la Société Congolaise de Surveillance. Ce dernier compte est librement transférable.

5. - PAIEMENT

A) Modalités

Le paiement de ces importations ainsi que celui des frais connexes s'opère par le débit du compte "R.M.E." de l'importateur.

B) Emargement des documents, fiche d'utilisation

Après l'avoir émargé, la banque agréée transmet le volet rose directement à la Banque Nationale, Office des Licences.

Il n'y a pas lieu d'établir de fiche d'utilisation.

./...

PAR. 2. - IMPORTATIONS FINANCEES PAR AIDE ETRANGERE

ART. 1. - DONS

ALINEA 1. - IMPORTATIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE ECONOMIQUE
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(pour mémoire)

ALINEA 2. - IMPORTATIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIERE
DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Sommaire

A. - DOMAINE D'APPLICATION

B. - PROCEDURE

1. - REPARTITION DE L'AIDE, CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

A) Répartition de l'aide en autorisation d'achat

B) Conclusion du contrat d'achat

1) Formalités à remplir pour conclure le contrat d'achat

a) Règle générale

b) Règle spéciale

- Introduction d'une demande d'importation auprès d'une banque agréée
- Emission d'une sous-autorisation
- Appel d'offre
- Signature du contrat d'achat

2) Modalités du contrat

2. - FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "AF" auprès de la banque désignée

1) Etablissement d'un modèle "AF"

2) Transmission du modèle "AF" à la banque désignée

3) Frais connexes

B) Autres documents à transmettre à la banque désignée

1) Règle générale

2) Règle spéciale

./...

3.- VALIDATION DES MODELES "AF"

- A) Organisme habilité à valider les modèles "AF"
- B) Contrôle préliminaire des modèles "AF"
- C) Etablissement d'un registre de licences
- D) Formalités de la validation
- E) Effets de la validation
- F) Destination des volets
- G) Prorogation
- H) Modification des licences validées

4.- PAIEMENT

A) Modalités

- 1) Paiement de la marchandise
 - a) Ouverture de crédit irrévocable
 - b) Constitution de la provision
 - c) Formalités imposées à la banque désignée

2) Paiement des frais connexes

- B) Alimentation du compte des fonds de contrepartie
- C) Destination des volets, fiche d'utilisation

5.- FORMALITES A REMPLIR EN ... ANE APRES LE DEDOUANEMENT

./...

28

ALINEA 2.- IMPORTATIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIERE
DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

A.- DOMAINE D'APPLICATION

Ces dispositions s'appliquent aux importations de marchandises couvertes par l'aide financière des Etats-Unis d'Amérique.

B.- PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge. Le règlement n° 1 de l'Agence pour le Développement International (A.I.D.) doit être respecté en vertu d'une décision du Gouvernement de la République du Congo.

Les transactions exécutées dans le cadre de l'aide financière des Etats-Unis sont sujettes au contrôle sans préavis des représentants de l'Ambassade des Etats-Unis. L'importateur ou la banque désignée qui ne se soumet pas au règlement n° 1 peut être contraint de rembourser et se voir exclure du bénéfice de l'aide américaine, sans préjudice des pénalités qu'il est susceptible d'encourir de la part des autorités congolaises.

1.- REPARTITION DE L'AIDE, CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

A) Répartition de l'aide en autorisation d'achat

L'U.S.A.I.D. répartit l'aide financière en "Procurement Authorization" ("P.A.") ou autorisation d'achat suivant l'accord qui a été signé entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de la République du Congo.

La Banque Nationale publie par voie de circulaire les principales caractéristiques de ces autorisations d'achat et notamment :

- leurs numéros ;
- la catégorie de marchandises couvertes par celles-ci ;
- le nom des banques habilitées aux Etats-Unis ainsi que celui des banques agréées congolaises "Approved Applicant" ci-après dénommées banques désignées ;
- la date extrême de livraison ("Terminal Delivery Date" ou "T.D.D.") ; il y a livraison quand les marchandises ont été mises à la disposition d'un transporteur à l'intérieur des Etats-Unis ou délivrées au quai directement par le fournisseur pour être consignées à un chargeur ou à un expéditeur et marquées pour embarquement vers la République du Congo ;
- la date initiale d'introduction des licences auprès de la banque désignée ;
- la date extrême de validation des licences ;
- les dates initiale et extrême de conclusion du contrat, ("Terminal Contracting Date" ou "T.C.D.") ; la date extrême de conclusion du contrat est celle à laquelle la banque désignée peut ouvrir un crédit ;
- le montant minimum pour lequel la banque désignée peut ouvrir un crédit documentaire irrévocable.

./...

B) Conclusion du contrat d'achat

1) Formalités à remplir pour conclure le contrat d'achat

a) Règle générale

L'importateur ne peut signer de contrat d'achat qu'à l'intérieur du délai imparti. Il doit s'assurer que la marchandise est admise à l'importation par l'A.I.D. et par le Ministère de l'Economie Nationale. - La liste des produits interdits à l'importation par l'A.I.D. peut être consultée auprès de la banque désignée.

b) Règle spéciale

Lorsque l'autorisation d'achat le stipule, l'importateur doit, préalablement à la conclusion de tout contrat, introduire une demande d'importation auprès d'une banque agréée, recevoir une sous-autorisation et à moins qu'il n'en soit dispensé, lancer des appels d'offre.

(1) Introduction d'une demande d'importation auprès d'une banque agréée

L'importateur est tenu d'introduire auprès de son banquier une demande d'importation en vue d'obtenir une sous-autorisation. Cette demande précise les marchandises à importer ainsi que le prix FAS en dollars. Le montant ne peut être inférieur au montant minimum pour lequel la banque désignée peut ouvrir un crédit documentaire irrévocable.

Le banquier de l'importateur transmet la demande à la banque désignée. Celle-ci l'enregistre et vérifie si l'autorisation d'achat couvre la marchandise demandée.

(2) Emission d'une sous-autorisation

La banque désignée émet une sous-autorisation et la transmet à l'importateur par l'entremise du banquier de ce dernier.

L'importateur dispose de 75 jours à partir de la date d'émission de la sous-autorisation pour utiliser celle-ci, c'est-à-dire, pour introduire une licence auprès de la banque désignée pour le montant précisé sur la sous-autorisation. La banque doit refuser de valider les licences introduites après l'expiration de ce délai.

Si des lettres de crédit n'ont pas été ouvertes pour un montant équivalent à 90% de la sous-autorisation, l'importateur ne pourra désormais plus recevoir d'autre sous-autorisation dans le cadre de cette autorisation d'achat à moins que la banque désignée n'obtienne l'accord de l'U.S.A.I.D.

La banque désignée envoie copie de la sous-autorisation à la Banque Nationale, Office des Licences ainsi qu'au "Supply Adviser" U.S.A.I.D., à Léopoldville.

./...

(3) Appel d'offre

Les importateurs doivent, avant de conclure un contrat, envoyer par lettre recommandée à l'"Office of Small Business" ("O.S.B.") une fiche de renseignements établie suivant le modèle communiqué par l'U.S.A.I.D. à Léopoldville. Cette fiche est publiée gratuitement par les soins de l'O.S.B.

Sont dispensés de ces formalités :

- les importateurs d'outillage de remplacement ou de pièces de rechange spécifiques, c'est-à-dire, de pièces qui ne sont pas standard ou adaptables à plusieurs marques pour autant que ces importateurs s'approvisionnent auprès du fournisseur d'origine ;
- les importateurs qui ont été reconnus agents exclusifs par l'O.S.B. ; cette demande peut être accordée à la demande du fournisseur américain ;
- les importateurs de marchandises d'une valeur égale ou inférieure à 5.000 \$;
- les importateurs de marchandises classées dans un même chapitre du tarif des droits d'entrée si le prix FAS ne dépasse pas 5.000 \$.

(4) Signature du contrat d'achat

40 jours après la date de la publication, l'importateur dresse un tableau de toutes les offres reçues et passe contrat avec celle qui est la plus avantageuse en motivant ce choix. Ce tableau précise le nom des fournisseurs, la description de la marchandise, le prix FAS, la date de livraison fixée et tous autres renseignements demandés par l'importateur pour justifier son choix.

Si à l'intérieur de ce délai, l'importateur n'a pas reçu de réponse à sa notification à l'O.S.B., il est autorisé à conclure un contrat avec son fournisseur habituel.

L'importateur est tenu d'envoyer au "Supply Advisor" de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville une copie de chaque facture pro forma ainsi qu'une copie du tableau récapitulatif des offres reçues.

2) Modalités du contrat

L'importateur doit mentionner dans sa commande les clauses suivantes en stipulant qu'elles font partie intégrante du contrat d'achat :

- le fournisseur est responsable du respect des dispositions du règlement n° 1 de l'A.I.D. relatives au marquage des marchandises (section 201-12) et aux conditions du prix (section 201-21) ;
- le prix des marchandises ne peut inclure en aucune manière de commission quelconque, payée ou à payer à un agent, un commissionnaire ou un autre représentant quelconque de l'importateur ;

./...

2/8

- le prix ne peut davantage comprendre un paiement crédit ou n'importe quel autre avantage à un distributeur étranger du fournisseur en relation avec les importations directes de ce distributeur pour son propre compte ;
- le fournisseur est également responsable de l'obtention de toutes les autorisations d'exportation requises ;
- le contrat ne peut être conclu qu'à l'intérieur du délai prévu par l'autorisation d'achat ;
- le contrat ne peut être conclu que sous conditions suspensive de la validation d'une licence d'importation modèle "AF" ;
- la marchandise doit être d'origine et de provenance des Etats-Unis d'Amérique ;
- la marchandise doit être livrée à l'intérieur du délai prévu par l'autorisation d'achat ;
- liberté est donnée au fournisseur de faire appel au transporteur de son choix mais il doit prendre toutes les dispositions pour être en possession d'un certificat de ALLTRANSPORT INC. ;
- le chargement doit être fait sur le premier navire disponible ;
- une copie de la facture indiquant le prix FAS doit être envoyée par avion au contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville ;

2.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "AF" auprès de la banque désignée

1) Etablissement d'un modèle "AF"

L'importateur doit souscrire une licence modèle "AF". Chaque modèle comprend 9 volets numérotés et de couleur différente plus deux extraits sur papier libre.

L'importateur mentionne sur chaque modèle "AF" le régime d'importation, le numéro complet de l'autorisation d'achat, le nom de la banque désignée ainsi que le prix FAS de la marchandise. Il fait, de plus, figurer sur tous les volets la mention suivante :

"This letter of credit is subject to section 901 (b) of the merchant Marine Act of 1936, as amended. It is required for statistical control that the exporter contact ALLTRANSPORT INC., New-York 4, prior to vessel booking. The certificate that the flag requirement has been met must be submitted by the shipper with other required documents".

"Cette lettre de crédit fait l'objet de la section 901 (b) du Merchant Marine Act de 1936, tel qu'amendé. Il est requis en vue du contrôle statistique, que les exportateurs contactent ALLTRANSPORT INC., New-York 4, avant la réservation du navire. Le certificat attestant que cette exigence de pavillon a été respectée doit être fourni par l'expéditeur en même temps que les autres documents".

./...

2) Transmission du modèle "AF" à la banque désignée

L'importateur peut, par l'intermédiaire de son banquier, transmettre le modèle "AF" à la banque désignée dès qu'il a conclu un contrat avec un fournisseur. -- Il doit cependant respecter la date initiale d'introduction.

3) Frais connexes

L'importateur peut joindre au modèle "AF" ou introduire ultérieurement un modèle "F" pour le règlement des frais connexes. Ceux-ci ne s'étendent pas aux frais d'assurance ni aux commissions d'intervention. Ils doivent de plus être approuvés par ALLTRANSPORT.

B) Autres documents à transmettre à la banque désignée

1) Règle générale

L'importateur est tenu de transmettre simultanément à la banque désignée les documents suivants :

- le contrat d'achat ou la facture pro forma précisant le prix FAS de la marchandise ; ce document est établi en triple exemplaire ; le fournisseur y indique qu'il s'engage à livrer la marchandise à l'intérieur du délai fixé par l'autorisation d'achat ; toute facture antérieure à la date fixée par l'autorisation d'achat doit être confirmée par celui qui l'a établie sauf dispense de l'autorisation d'achat ;
- une demande d'ouverture de crédit documentaire irrévocable en faveur du fournisseur américain.

2) Règle spéciale

Lorsque l'importateur est soumis à la procédure des appels d'offre, il joint à la licence une copie de la sous-autorisation, deux copies du tableau des offres reçues ainsi qu'une copie de la fiche de renseignements qu'il a envoyée à l'O.S.B.

S'il n'a pas reçu d'offre de la part des exportateurs américains en réponse à sa notification, il doit fournir une attestation par laquelle il certifie qu'il a envoyé la fiche de renseignements à l'O.S.B. et qu'il n'a reçu aucune réponse. Il précise dans cette attestation que la date limite pour la réception des offres est périmée et il indique, en outre, qu'il n'a pas été avisé par l'A.I.D. à Washington ni par l'U.S.A.I.D. à Léopoldville qu'un vice de forme a été constaté dans l'introduction de l'appel d'offre et qu'il n'a pas été informé d'une prorogation de la date limite de réception des offres.

Au cas où il est dispensé de ces formalités, l'importateur présente l'attestation suivante :

./...

58

"Je soussigné..... certifie n'avoir pas transmis de fiche de renseignement à l'Office Of Small Business de l'A.I.D. pour un des motifs suivants :

- "Les articles couverts par la présente demande de licence sont de l'outillage de remplacement pour lequel je m'approvisionne auprès du fournisseur d'origine".
- "Les articles couverts par la présente demande de licence sont des pièces de rechange spécifiques pour lesquelles je m'approvisionne auprès du fournisseur d'origine".
- "Une exemption m'a été accordée par l'O.S.B. qui me reconnaît comme agent exclusif, distributeur ou représentant d'un fabricant ou d'un fournisseur américain, pour les articles couverts par la présente demande de licence".
- "Le prix FAS des marchandises importées sous couvert de cette licence ne dépasse pas 5.000 \$. Ces marchandises ne sont pas importées avec l'intention d'échapper les conditions de la section 201.13 du Règlement de l'A.I.D. qui stipule que les achats excédant 5.000 \$ doivent être publiés par l'O.S.B."

L'importateur joint, le cas échéant, une photocopie de la lettre de dérogation de l'O.S.B.

3. VALIDATION DES MODELES "AF"

A) Organisme habilité à valider les modèles "AF"

La banque désignée est seule habilitée à valider les modèles "AF" à l'intérieur du délai fixé. Chacune des banques agréées peut valider les modèles "F" afférents à ces licences d'importation.

B) Contrôle préliminaire des modèles "AF"

Avant de procéder à la validation, la banque désignée doit contrôler si :

- la licence est dûment remplie et signée par l'importateur ;
- la marchandise est admise à l'importation par l'A.I.D. et par la République du Congo ;
- la marchandise est d'origine et de provenance des Etats-Unis d'Amérique ;
- la marchandise à importer correspond avec la rubrique et le code A.I.D. précisé dans l'autorisation d'achat ;
- la date extrême de conclusion du contrat est respectée ;
- la date extrême de livraison de la marchandise prévue par le fournisseur sur le contrat est antérieure à celle précisée sur l'autorisation d'achat ;
- la facture pro forma du fournisseur ou le contrat d'achat est joint en triple exemplaire à la licence ;
- les renseignements de la facture pro forma ou du contrat concordent avec ceux mentionnés sur la licence.

1...

58

C) Etablissement d'un registre de licences

La banque désignée doit établir un registre des licences introduites pour chaque autorisation d'achat. Elle y mentionne le numéro du contrôle de la banque, le nom de l'importateur, le montant de la licence en \$ ainsi que la date et l'heure de réception de la demande.

D) Formalités de la validation

Après avoir numéroté la licence, la banque désignée appose son cachet sur les différents volets. Elle date et signe la licence. Celle-ci est alors considérée comme validée. Les licences sont validées dans l'ordre de leur réception jusqu'à épuisement des fonds prévus par l'autorisation d'achat.

La banque désignée contrôle les licences validées et les lettres de crédit ouvertes pour chaque autorisation d'achat afin de s'assurer que les fonds autorisés n'ont pas été dépassés.

E) Effets de la validation

Le modèle "AF" validé par la banque désignée vaut licence d'importation dans le délai, les formes et les conditions prévues sur la dite autorisation.

F) Destination des volets

La banque désignée conserve les volets 6 (rose) et 7 (vert) des modèles "AF" validés. Elle remet à l'importateur les volets 1 (blanc) et 9 (jaune), transmet le volet 5 (bleu) à la section "AF" de la Banque Nationale, Office des Licences, le volet 2 au service de vérification et le volet 8 au service de comptabilité du même organisme. Elle envoie le volet 3 ainsi que les deux extraits sur papier libre à la Société Congolaise de Surveillance et fait parvenir le volet 4 au contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville.

G) Prorogation

La banque désignée peut proroger la durée de validité du modèle "AF" pour une durée n'excédant pas 45 jours la date extrême de livraison. Toute demande pour un délai supérieur doit être introduite auprès de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville.

H) Modification des licences validées

Toute demande de modification doit être soumise à la banque agréée qui a validé la licence. Cette banque signale la modification à la Banque Nationale, Office des Licences et à la Société Congolaise de Surveillance.

./...

57

5.- PAIEMENT

A) Modalités1) Paiement de la marchandisea) Ouverture de crédit irrévocable

La seule modalité de paiement admise est l'ouverture par la banque désignée d'un crédit documentaire irrévocable à change non couvert pour le prix FAS de la marchandise. Aucun crédit ne peut être ouvert pour un montant inférieur à celui qui est prévu pour chaque autorisation d'achat. La banque désignée ouvre les crédits documentaires en même temps qu'elle valide les modèles "AF" et après avoir imputé le montant sur l'autorisation d'achat.

Les crédits peuvent être confirmés par la banque américaine habilitée. Celle-ci notifie et/ou confirme le crédit au bénéficiaire et se charge d'obtenir le remboursement auprès de l'A.I.D.

La banque désignée doit mentionner sur la lettre de crédit le numéro complet de l'autorisation d'achat ainsi que la mention du "Merchant Marine Act" apposée sur tous les volets du modèle "AF".

L'ouverture des crédits documentaires doit tenir compte des clauses suivantes :

- le paiement du crédit documentaire ne peut être réalisé que contre documents prouvant que la livraison a été effectuée à l'intérieur du délai précisé dans l'autorisation d'achat.
- Nonobstant la date extrême de validité de crédit, le paiement doit intervenir, au plus tard, le dernier jour du mois suivant la date extrême de livraison.
- Le banquier américain doit être invité à se procurer tous les documents exigés par l'A.I.D., ceux précisés dans l'autorisation d'achat ainsi que l'attestation de vérification du correspondant de la Société Congolaise de Surveillance si le contrôle avant embarquement est requis.
- ALLTRANSPORT INC. doit établir à l'intention du fournisseur américain une attestation certifiant que :
 - le navire transporteur est agréé par l'A.I.D. ;
 - la copie du connaissement maritime a été envoyée par courrier aérien au contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville ;
 - l'exportateur a contacté le fournisseur avant la réservation du navire en vue du contrôle statistique ;
 - l'exigence de pavillon imposé par la section 901 B du Merchant Marine Act de 1936 amendé a été respectée.

b) Constitution de la provision

Lors de l'émission du crédit documentaire, l'importateur verse auprès de la banque désignée une provision équivalant à la contrevaletur au cours vendeur du prix FAS de la marchandise.

Cette banque établit une fois par semaine selon un modèle fourni par la Banque Nationale un état récapitulatif des provisions constituées. Ces états sont numérotés.

c) Formalités imposées à la banque désignée

La banque désignée envoie au contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville, à ALLTRANSPORT INC. à New-York ainsi qu'à AGETRAF à Léopoldville copie de chaque lettre de crédit.

Journellement la banque désignée communique à la Banque Nationale et au Contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville le montant global et cumulatif des crédits documentaires ouverts pour chaque autorisation d'achat. Ce rapport est établi sur un formulaire de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville.

Elle doit établir selon un modèle communiqué par l'U.S.A.I.D. un rapport de tous les crédits documentaires ouverts jusqu'à la date extrême de conclusion du contrat. Il y est précisé le nom de l'importateur, la date d'ouverture et le numéro du crédit, le prix FAS en dollars ainsi que la contrevaletur en francs congolais au cours acheteur. Un rapport séparé doit être établi pour chaque autorisation d'achat. Au cas où un crédit documentaire aurait été refusé ou retiré pour un motif quelconque, mention en sera faite dans la colonne "Remarques".

Ce rapport est transmis en double exemplaire au Contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville dans les 10 jours qui suivent la date extrême de conclusion du contrat.

2) Paiement des frais connexes

Les frais connexes sont payables selon les mêmes modalités que le règlement de la marchandise. Les crédits se liquident sur la position de change des banques.

B) Alimentation du compte des fonds de contrepartie

La banque désignée verse chaque vendredi à la Banque Nationale les provisions constituées par les importateurs pendant la semaine écoulée en créditant le compte n° 498 "Fonds de contrepartie - Aide Financière Américaine - compte suspens" de la contrevaletur au cours vendeur du prix FAS des marchandises. La banque désignée présente un avis de crédit en compensation auquel elle joint en triple exemplaire l'état récapitulatif des provisions constituées.

C) Destination des volets, fiche d'utilisation

La banque désignée émarge le volet rose lors de la notification du paiement par le banquier américain et transmet ce volet à la Banque Nationale, Office des Licences.

La constitution de la provision et le versement de celle-ci au compte des fonds de contrepartie ne donne pas lieu à l'établissement d'une fiche d'utilisation.

:/...

5/18

5. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE APRES LE
DEDOUANEMENT

A) Formalités à remplir en douane

Lors du dédouanement, l'importateur présente le volet 9 à la douane qui l'émarge et le transmet à la Banque Nationale, Office des Licences après apurement complet ou au plus tard à l'expiration du délai de validité de la licence.

B) Formalités à remplir après le dédouanement

Lorsque les formalités douanières sont accomplies, l'importateur est tenu d'établir selon un modèle communiqué par l'U.S.A.I.D. à Léopoldville un rapport sur l'arrivée des marchandises importées dans le cadre de l'Aide Financière Américaine.

Ce rapport établi en triple exemplaire est transmis dans les dix jours de la réception de la marchandise à la banque désignée avec copie à l'Office d'Approvisionnement et au Contrôleur de l'U.S.A.I.D. à Léopoldville.

Dans le cas où la Douane n'a fourni aucune information, l'importateur remet le rapport sans mentionner la date de dédouanement mais il indique les raisons pour lesquelles il ne peut communiquer ce renseignement.

L'importateur qui omet de transmettre ce rapport peut se voir retirer le bénéfice de l'aide américaine.

28

ALINEA 3.- IMPORTATIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIERE
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C.E.E.)

Sommaire

A.- DOMAINE D'APPLICATION

B.- PROCEDURE

1.- REPARTITION DE L'AIDE, EMISSION DES LETTRES DE QUOTA,
CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

2.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "I" auprès d'une banque agréée

1) Etablissement d'un modèle "I"

2) Transmission du modèle "I" à une banque agréée

B) Autres documents à transmettre à la banque agréée

3.- VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

B) Destination des volets

C) Prorogation

4.- CONTROLES AVANT L'EMBARQUEMENT ET AU PORT DE
DEBARQUEMENT

5.- DEPOTS A L'IMPORTATION

6.- PAIEMENT

A) Modalités

1) Ouverture de crédit documentaire

2) Constitution de la provision

B) Alimentation du compte des fonds de contrepartie

C) Destination des volets, fiche d'utilisation

7.- FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

./...

5/10

ALINEA 3. - IMPORTATIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIERE
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C.E.E.)

A. - DOMAINE D'APPLICATION

Ces dispositions s'appliquent aux importations de pièces de rechange et pneumatiques automobiles d'origine et de provenance des pays de la Communauté Economique Européenne et couvertes par l'aide financière du Marché Commun.

B. - PROCEDURE

Les dispositions générales sont applicables à moins que cette procédure n'y déroge.

Les importateurs qui ne se soumettraient pas à ces dispositions pourraient se voir retirer le bénéfice de toute licence pendant une année ou pourraient perdre leur droit à la restitution du dépôt bancaire.

1. - REPARTITION DE L'AIDE, EMISSION DES LETTRES DE QUOTA,
CONCLUSION DU CONTRAT D'ACHAT

A) Répartition de l'aide, Emission des lettres de quota

Les Ministères de l'Economie Nationale et du Plan et du Développement Industriel répartissent l'aide du Marché Commun et envoient conjointement aux importateurs des lettres de quota. Celles-ci indiquent la procédure à respecter ainsi que les obligations qui incombent aux importateurs et notamment les modalités et conditions de vente au Congo. Leur montant est exprimé en valeur CIF.

La liste des marchandises dont l'importation est autorisée fait l'objet de l'annexe n°1 de cette lettre de quota, celle des marchandises interdites à l'importation étant précisée à l'annexe n°2 de la dite lettre de quota.

B) Conclusion du contrat d'achat

L'importateur peut conclure un contrat avec un fournisseur dès la réception de la lettre de quota. Il doit s'approvisionner directement chez un fournisseur de la C.E.E. à l'exclusion de tout recours à un bureau d'achat.

Dans un délai maximum de 60 jours après émission de la présente lettre, il adressera au Ministère du Plan et du Développement Industriel, à Léopoldville :

- 1) une facture pro forma en triple exemplaire indiquant :
 - a) le nom, l'adresse de ses fournisseurs,
 - b) la nature de sa commande, détaillée par article, et le prix unitaire,
 - c) l'origine des marchandises importées,

./...

5/11

d) le montant CIF de la facture pro forma qui devra être détaillé comme suit :

- valeur catalogue,
- montant de la remise,
- valeur FOB (valeur catalogue déduction faite de la remise),
- agréage avant embarquement de 1% de la valeur FOB,
- fret,
- assurance (réglée à l'échange par le fournisseur).

2) une note en triple exemplaire indiquant :

les conditions dans lesquelles pour une commande relativement aussi importante, ses fournisseurs acceptent de lui consentir une remise. Il convient d'indiquer le taux et les modalités d'encaissement de cette remise.

La présente note sera accompagnée du catalogue ou extrait du catalogue, en triple exemplaire, des prix pratiqués par ses fournisseurs.

3) une note en triple exemplaire mentionnant :

- les nom et adresse du transitaire au port d'embarquement. (Ce renseignement est de nature à éviter tout retard au moment de l'agrèage avant embarquement).

4) un état en triple exemplaire indiquant :

- a) le programme de répartition géographique dans ses magasins au Congo du lot de pièces et/ou pneus qui lui sera alloué;
- b) l'engagement de ravitailler les points de vente aux dates qu'il conviendra de préciser.

5) un tableau récapitulatif en triple exemplaire reprenant, par pays d'origine des marchandises :

- le nom des fournisseurs ;
- le montant CIF des factures pro forma par fournisseur, ventilé comme suit :
 - valeur catalogue,
 - montant de la remise,
 - valeur FOB,
 - agréage 1%,
 - fret,
 - assurance.

2.- FORMALITES A REMPLIR EN BANQUE

A) Introduction d'un modèle "I" auprès d'une banque agréée

1) Etablissement d'un modèle "I"

L'importateur est tenu de remplir un modèle "I" revêtu de la mention "C.E.E.". Chaque modèle comprend 9 volets, les 7 habituels plus deux copies de couleur blanche sur papier libre.

Le modèle "I" reprend article par article le détail de l'importation conformément à la nomenclature douanière.

./...

5/8

L'importateur doit grouper sur un même modèle tous les articles à importer originaires d'un même pays et fournis par une même firme quels que soient les numéros du tarif douanier.

Le modèle "I" doit être strictement conforme aux prévisions d'importation précédemment communiquées au Ministère du Plan.

Chaque modèle "I" reprendra le prix FOB de la marchandise. Le montant total de la licence comprendra la valeur CIF des marchandises à importer.

Les frais connexes doivent être incorporés dans le modèle "I". Ils couvrent le fret, les frais d'assurance ainsi que le coût du contrôle avant embarquement qui ne peut dépasser 1% du prix FOB de la marchandise. La marchandise ne peut être importée que par voie maritime et doit être dédouanée uniquement à Boma, Matadi ou Léopoldville.

2) Transmission du modèle "I" à la banque agréée

L'importateur est averti par une lettre du Ministère du Plan et du Développement Industriel de la date à laquelle il peut introduire un modèle "I" auprès d'une banque agréée. Il dispose pour ce faire de 21 jours à partir de la date d'émission de cette lettre et il est censé avoir renoncé à son droit d'importation s'il n'introduit pas la licence à l'intérieur de ce délai. Les banques doivent refuser d'accepter les licences présentées après l'expiration de ce délai de 21 jours.

B) Autres documents à remettre à la banque agréée

L'importateur est tenu sous peine d'irrecevabilité, de joindre au modèle "I" les documents suivants :

- la lettre de quota,
- la lettre du Ministère du Plan,
- la facture pro forma établie par le fournisseur en trois exemplaires et reprenant les mêmes mentions que celles qui figurent sur la facture adressée au Ministère du Plan et du Développement Industriel. Les factures établies par des fournisseurs autres que les fabricants de véhicules devront attester que les produits facturés et livrés sont bien de première qualité et peuvent être montés sans autre adaptation.

3. - VALIDATION DES MODELES "I"

A) Organisme habilité à valider les modèles "I"

La Banque Nationale, Office des Licences est seule habilitée à valider les modèles "I".

./...

28

B) Destination des volets

La destination des volets est-identique à celle prévue dans les dispositions générales. La copie blanche est cependant envoyée à la SOCONOMAR à Léopoldville. Une des copies blanches supplémentaires est transmise à la mission "Contrôle de la C. E. E." à Léopoldville tandis que la seconde, accompagnée de la facture pro forma, est envoyée par la banque au GERMANISCHER LLOYD.

C) Prorogation

La durée de validité des licences ne peut être prorogée sauf accord spécial de la Banque Nationale et de la mission de contrôle de la "C. E. E."

4. - CONTROLES AVANT L'EMBARQUEMENT ET AU PORT DE DEBARQUEMENT

Les marchandises sont soumises à un agréage avant l'embarquement et à une expertise au port de débarquement. L'agrégage est confié à la Société GERMANISCHER LLOYD, à HAMBOURG et l'expertise est confiée à la Société SOCONOMAR à Léopoldville.

Ces opérations portent sur l'authenticité de la vente, la qualité de la marchandise, la quantité des articles vendus, le prix de la marchandise déduction faite des remises acquises directement ou indirectement ainsi que sur la conformité de la marchandise avec celle reprise sur le titre de l'importation.

Les modalités de contrôle sont précisées dans la lettre de quota. Le certificat d'agrégage à l'embarquement est indispensable pour l'embarquement et le paiement.

5. - DEPOT A L'IMPORTATION

Indépendamment de la constitution de la provision lors de l'ouverture de l'accréditif, les banques agréées réclament aux importateurs au moment de l'achat des devises lors de la réalisation de l'accréditif, un dépôt à l'importation de 30% de la contrevaletur au cours-vendeur du prix CIF de la marchandise et des frais d'agrégage.

Ce dépôt reste bloqué jusqu'à l'expiration du délai de validité de la licence. Il est restitué à cette date sur présentation de la déclaration de mise en consommation accompagnée du certificat de contrôle à l'arrivée délivré par la Société SOCONOMAR (les signatures autorisées figurent à l'annexe n°5).

6. - PAIEMENT

A) Modalités

1) Ouverture de crédit documentaire

La seule modalité de paiement autorisée est l'ouverture par la banque agréée d'un crédit documentaire à change non couvert pour le prix CIF de la marchandise.

1...57

augmenté des frais d'agréege. Ces crédits ne sont pas transférables.

Les accreditifs sont ouverts en partie en faveur du fournisseur européen et en partie en faveur du GERMANISCHER LLOYD. En aucun cas, la partie réalisable en faveur du fournisseur ne pourra être payée avant que n'ait été réglée la fraction réalisable en faveur du GERMANISCHER LLOYD.

Les conditions de réalisation de l'accréditif doivent mentionner expressément :

"Paiement préalablement au paiement au bénéficiaire de ce crédit de 1% de la valeur FOB en faveur du GERMANISCHER LLOYD ou contre remise d'une lettre du GERMANISCHER LLOYD précisant qu'il refuse de délivrer le certificat d'agréege et en donnant les raisons".

La fraction de l'accréditif en faveur du GERMANISCHER LLOYD sera réalisable soit contre remise du certificat d'agréege délivré par cet organisme soit contre remise d'une lettre motivée de cette Société indiquant qu'elle refuse de délivrer ce certificat.

La fraction de l'accréditif en faveur du fournisseur sera réalisable contre présentation, outre les documents habituels, du certificat d'agréege délivré par le GERMANISCHER LLOYD. et d'un connaissement ou d'un document de prise en charge portant la mention: "Deliver to order of... (nom de la banque), notified to... (nom de l'importateur), notified to SOCONOMAR, B.P. 1767 à Léopoldville.

Les banques agréées établissent, à l'intention de la Banque Nationale, Département Etranger un relevé journalier par devise des crédits documentaires ouverts, représentant :

- le numéro de la licence "C.E.E.",
- le numéro du crédit documentaire,
- le nom de l'importateur congolais,
- le montant des devises cédées en faveur du GERMANISCHER LLOYD,
- le montant des devises cédées en faveur des vendeurs européens,
- la contrevaletur en francs congolais des prix CIF de la marchandise au cours acheteur et vendeur.

2) Constitution de la provision

Lors de l'ouverture du crédit documentaire, l'importateur verse auprès de la banque agréée une provision équivalant à la contrevaletur au cours vendeur du prix CIF de la marchandise et des frais d'agréege.

La banque agréée établit une fois par semaine, selon un modèle fourni par la Banque Nationale un état récapitulatif des provisions constituées. Ces états sont numérotés.

./...

2/8

B) Alimentation du compte des fonds de contrepartie

La banque agréée verse journallement à la Banque Nationale les provisions constituées la veille en créditant le compte n° 464 intitulé "Fonds de Développement Européen - fonds de contrepartie de l'aide du Marché Commun" de la contrevaletur au cours acheteur du prix CIF des marchandises et des frais d'agréege et en transférant le reliquat au compte "bénéfice de change".

La banque agréée présente deux avis de crédit en compensation, l'un pour le montant représentant la provision constituée en francs congolais et calculée au cours acheteur, l'autre pour le montant représentant le bénéfice de change. Elle annexe aux avis de crédit trois exemplaires de l'état récapitulatif des provisions versées.

Des états journaliers conformes au modèle fourni par la Banque Nationale seront également établis par les banques pour le remboursement des soldes inutilisés des crédits documentaires. Ces états seront présentés journallement en triple exemplaire à la Banque Nationale, à l'appui d'avis de débit distincts, d'une part, pour la provision en francs congolais non utilisée et calculée au cours acheteur et, d'autre part, pour le montant représentant le bénéfice de change.

En contrepartie des versements journaliers, la Banque Nationale crédite à la fin de chaque mois les banques agréées du montant des devises correspondant aux crédits documentaires ouverts.

Les devises non utilisées seront déduites de la couverture mensuelle qui est faite par la Banque Nationale aux banques agréées.

C) Destination des volets, fiche d'utilisation

La banque agréée émarge le volet lors de la notification de la liquidation du crédit documentaire et transmet ce volet à la Banque Nationale, Office des Licences.

La constitution d'une provision ou le versement de celle-ci au compte des fonds de contrepartie ne donne pas lieu à l'établissement d'une fiche d'utilisation.

7. - FORMALITES A REMPLIR EN DOUANE

La déclaration de mise en consommation de la marchandise qui est visée par la Douane doit être établie au plus tard trois semaines après l'arrivée du navire.

./...

28